

tribune socialiste

dossier :
le temps des nourrices
ou celui des crèches

n° 738 — 4 F

du 21 avril au 27 avril 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

CERFA N°

FEUILLE DE SOINS
(assurance maladie)

DURÉE
D'UTILISATION
15 JOURS

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

NUMÉRO
D'IMMATRICULATION

Né(e) le

NOM (en capitales d'imprimerie)

(Pour les femmes mariées

indiquer le nom de jeune fille)

Prénoms

Adresse : N° rue

Localité

Code postal

LA DATE DES SOINS ? (1)

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

tube de 24 comprimés

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

Indications : traitement des suites opératoires dans les interventions de
de la sonde naso-pharyngée, amygdalectomies, interventions sur le
langage, interventions à la suite de blessures ou d'accidents, extractions
dentaires, etc.

la sécurité sociale
à bout portant

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Desliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?	P. 4
Si demain la gauche... <i>Y. Craipeau.</i>	P. 5/6
Finance, quand tu nous tiens. <i>B. Billaudot.</i>	
Courrier de l'autogestion	P. 7
Antibes, Chambéry, Saint-Etienne.	
Briser la chaîne	P. 8
Sidéurgie : qu'est-ce qui va changer ? <i>J.-Y. Sparfel.</i>	P. 9
Monteux : les Ruggieri sont dangereux. <i>J.-M. Ferrigoules.</i>	
Injustice	P. 10
P comme pègre, police et (parfois) politique. <i>M. Etienne.</i>	
Notre dossier	
Petite enfance : le temps des nourrices ou celui des crèches ?	
(dossier réalisé par <i>S. Gouëffic</i>)	
Non au chantage à la maternité.	P. 11
Plaidoyer pour les crèches	P. 12/13
Crèche sauvage, maison des enfants	P. 14
Les exclus de l'intérieur	P. 15
Femmes : libre choix... de rester chez soi ! <i>S. Gouëffic.</i>	
Tant qu'on a la santé	P. 16/17
La Sécurité sociale : le vrai débat. <i>G. Granier.</i>	
Et pourtant elle tourne	P. 18/19
Zaire : l'improbable complot soviéto-cubain. <i>M. Tichnikov.</i>	
Italie : Rossana Rossanda : « le compromis historique n'est pas possible ». <i>Propos recueillis par B. Ravenel.</i>	P. 20
Entre nous et pour vous	P. 21
Un programme d'action pour le communisme autogestionnaire. <i>J. Chereh.</i>	
Les armes de la critique	P. 22
Hanoun, silence ! <i>M. Hanoun.</i>	P. 23
Télévision. Points de vue. <i>R. Lanarche.</i>	P. 24
Courrier des lecteurs. Concours photos.	



Fête 77 du PSU : Sheila fait la gueule

Sheila ne viendra pas, c'est sûr. Alors, vous pouvez venir à la fête du PSU, les 4 et 5 juin (rappel de date toujours utile pour les étourdis que vous êtes). Parmi ceux que vous pourrez voir et entendre, nous pouvons déjà citer (par ordre alphabétique, afin d'éviter de nous faire traiter d'idôlatres) : Djemell Allam ; Claude Nougaro ; Imago ; Quarteto Cedron, Rufus ; Cecil Taylor (jazz) ; Jean-Marc Thibaut (presque certain) et Pierre Vassiliu. Ce n'est là qu'une première liste, pas close. On vous laisse un peu mariner dans votre impatience, jusqu'à la semaine prochaine. Ce qui ne vous donne néanmoins pas le droit de faire semblant d'ignorer que les billets de la fête sont arrivés (20 francs pour les deux jours) et qu'il est attendu de vous une vente massive. Ils sont là ; faut les vendre. Encore un petit effort et on commence...



Photo Berson

la sécurité sociale à bout portant

racket pétrolier : un douzième PDG inculpé

Triste semaine pascale pour le sieur Granier de Lilliac, PDG de la Compagnie française des pétroles et vice-président de la Compagnie française de raffinage. Le juge Di Guardia de Marseille vient en effet de l'inculper dans l'affaire des ententes illicites et autres brouilles touchant à un menu racket pétrolier dont TS avait révélé l'ampleur au printemps 1976 (1).

Granier de Lilliac est en quelque sorte le 12^e apôtre de la table des PDG déjà inculpés.

Après l'arrêt rendu récemment par la Cour de cassation sur un petit point de procédure qui avait permis au Parquet de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence de gagner quelque répit dans sa brillante défense des sociétés pétrolières, cette inculpation relance un dossier ouvert depuis 1971.

Jusqu'il y a peu, seule la distribution avait été mise en cause par les enquêteurs de la police judiciaire de Marseille. Les investigations qu'ils ont effectuées à la fin de l'année dernière ont permis de vérifier qu'en réalité tout était combiné dès le stade du raffinage. Bref, cette affaire ne peut plus être enterrée. Pire, leurs patrons américains n'ont guère apprécié la coupable imprévoyance avec laquelle ils ont laissé traîner d'intéressantes mais accablantes archives que les limiers de la PJ ont retrouvé pour le plus grand bien de l'enquête.

(1) Cf. également le Dossier R... comme racket pétrolier de C. de Brie, Michel Etienne et F. Turquan. Ed. A. Moreau.

éditorial

les silences du professeur Barre

AINSI Giscard d'Estaing a-t-il voulu prouver qu'il dirigeait toujours de main ferme le char de l'Etat. En clair que la « déculottée » des municipales ne pouvait entamer en rien sa détermination de voir haut et loin. Qu'on en juge. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que le régime de Mobutu Sese Seko est corrompu et au bord de la faillite ; bref, que vu sous cet angle, ce dernier fait l'unanimité. Qu'à cela ne tienne : VGE vole à son secours. Le calcul du président est simple, trop simple peut-être, et partant mal venu. Si Giscard d'Estaing veut prouver la détermination du « monde libre » face à une prétendue subversion soviéto-cubaine, il n'en a pas les moyens ; s'il entend défendre la francophonie — ou du moins l'idée qu'il s'en fait — et le juste prix qu'il attache au cuivre et autres denrées stratégiques, c'est insuffisant ; s'il veut enfin renouer avec les grands élans gaullois, c'est franchement ridicule. Que lui reste-t-il ? A se convaincre d'une mission qui s'élèverait au-dessus des petites préoccupations quotidiennes des Français, incapables de vibrer devant l'exaltante noria de nos Transall entre Paris, Rabat et Kinshasa ? Voire. Mais il aurait tort.

C'EST que, tandis que M. Valéry Giscard d'Estaing s'envolait à destination de Dakar, pour assister à la quatrième conférence franco-africaine et y recevoir l'accueil chaleureux de quelques-uns des sectateurs particulièrement zélés de la cause néocoloniale, à Paris la Lorraine était dans la rue. M. Barre, lui, en sait quelque chose qui a dû monter au feu et inaugurer la session parlementaire du printemps par le débat sur la sidérurgie, tandis que plusieurs milliers de « gueules rouges » manifestaient dans la capitale. Dehors, comme dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, personne n'attendait du Premier ministre qu'il se livrât à de quelconques révélations. La suite n'a fait que vérifier le pronostic : si la sidérurgie française joue son va-tout, ce sera sur le dos des travailleurs.

Son va-tout, elle le joue effectivement. On aurait seulement tort de croire, un instant, que la crise que traverse aujourd'hui la sidérurgie surgit comme une mauvaise coup de sort. La vérité est tout autre. M. Barre le sait, même s'il feint de l'ignorer. Ce qu'il a dit, tout au long de son discours de 36 pages, ne nous a rien appris sur l'essentiel. Le professeur Barre eût été

mieux inspiré si, quitte à faire une leçon, il l'avait faite à ceux qui sont les véritables responsables du caractère peu compétitif de notre sidérurgie. Il s'en est bien gardé. Et pour cause. Les travailleurs savent, eux — et depuis longtemps déjà — que la légèreté et gouvernementale et patronale a vingt ans d'âge. C'est trop de temps passé pour feindre la surprise ou recourir à l'explication tentante peut-être — mais à tout le moins incomplète, et suspecte à trop se répéter et dans tous les domaines — qui consiste à se prévaloir de la même crise dans d'autres pays pour cacher ses propres responsabilités.

Trop c'est trop. D'autant que les exemples allemands, belges ou anglais sont un bien mince recours, quand on songe à l'inqualifiable gabegie du patronat français : incapacité de mener à bien le nécessaire effort de modernisation entrepris il y a dix ans, absence d'imagination face à un marché particulièrement concurrentiel, augmentation sans cesse accrue de l'endettement ; à quoi s'ajoute le projet mégalo-maque du complexe de Fos-sur-Mer, dont on sait qu'il n'atteint que la moitié de sa capacité de production. Coût : 10 millions de francs lourds.

QUI s'étonnera de tout cela ? Pas M. Barre, espérons-le, qui sait la coupable complicité des pouvoirs publics en la matière. Or, que nous dit la terne prestation professorale de ce dernier ? Que « le rétablissement de la compétitivité de la sidérurgie française est une nécessité vitale ; mais qu'il ne peut s'opérer sans que cette industrie ne procède à des réductions d'emplois. » On réduira donc les emplois. Un peu différemment que prévu : pression sociale oblige. On engagera, par ailleurs, 12 milliards de francs. On sait combien, jusqu'ici, les holdings qui se sont assurés le contrôle de la sidérurgie sont grands consommateurs de crédits publics. Or, en dépit des admonestations, louables, mais pieuses si l'on en croit l'expérience passée, adressées par M. Barre à la Finance et autres organismes pourvoyeurs de fonds, rien n'a été dit finalement du plan d'ensemble. Rien. Une véritable provocation : c'est ainsi, à n'en pas douter, que les travailleurs auront compris l'éloquent silence du Premier ministre.

José SANCHEZ ■

humeur : un chômeur, un arbre...

Il faisait beau samedi dernier, alors je me suis offert du cinéma de plein-air à Chèvreloup. Cinéma-vérité : le président-écologiste visitait le musée arboricole le plus symbolique de France. Celui qui est situé — in arbus memorian — à 150 mètres, à vol de promoteur, de Parly 2, l'œuvre écologique bien connue du promoteur Balkany. Un vrai festival ! Et pour tout public, car il n'y a pas eu une goutte de sang versée : de peur que le président se laisse aller à un de ces instincts regrettable qu'il assouvit d'ordinaire en Afrique (non, pas au Zaïre), la direction du Muséum d'histoire naturelle avait fait éloigner les lapins qui d'ordinaire hantent l'arborétum (ça s'appelle vraiment comme cela) de Chèvreloup.

Tandis que le service d'ordre expliquait aux enfants qu'on les avait ramassés dans la région pour faire de la figuration sur les photos et non pas pour parler et rire pendant que le président causait, j'ai écouté le grand chef qui palabrait sous la tente que l'on avait dressée pour lui. J'étais à peu près le seul. Les confrères avaient déjà le texte et les messieurs-dames de la région, invités à voir le grand sorcier arriver dans son grand oiseau blanc de son monastère de Rambouillet, se concertaient à voix basse en mettant au point une tactique pour se faire présenter, pour faire toucher leurs écrouelles ou leurs enfants ou, à défaut, pour se faire photographier pas trop loin de lui.

J'ai bien fait d'écouter attentivement. Le grand chef vert venait juste de dire que la ville appartenait aux enfants quand brusquement j'ai découvert la raison de cette après-midi entière dans les arbres. Préoccupé par le chômage de plus d'un million de Français, il venait nous apporter la solution à

laquelle personne n'avait pensée. Le truc génial façon société libérale greffée. Il a levé les yeux, pris son inspiration et nous a lâché cette nouvelle que la grande presse, en sa futilité, a passé sous silence sans se rendre compte qu'elle allait, en quelques mois, modifier les rapports sociaux et bouleverser le marché de l'emploi : « L'Etat apportera son concours financier pour encourager une forme originale et active de protection de l'espace naturel. Huit cents jardins familiaux nouveaux seront créés cette année avec l'aide du gouvernement ».

Nous sommes sauvés !

Journalistes et OS sans boulot n'ont plus qu'à se donner rendez-vous dans les jardins de l'Elysée et de Matignon pour y planter leurs légumes en attendant des jours meilleurs. Dès qu'ils auront le brevet de secouriste de la nature également promis par Bison déplumé, ils s'installeront comme marchands de légumes.

Bientôt en France il n'y aura plus que des maraîchers et des planteurs d'arbres. D'ailleurs, après l'échec de la fameuse campagne : « un bébé, un arbre », victime des avorteurs, la nation française va lancer un nouveau refrain : « un chômeur, un arbre ». Pour faire passer le temps en attendant 1978.

Sire, le peuple n'a plus de pain...

— Qu'on lui donne de la brioche.

Sire, il n'y a plus de brioche...

— Qu'on lui donne de l'herbe.

C.M. VADROT ■

où va la France ?

si demain la gauche...

A en croire Gaston Defferre, si demain la gauche arrive au pouvoir, tout changera. Dans les entreprises qu'on nationalisera, les actions deviendront des obligations. Ce sera la fin des préfets : on les appellera *Commissaires de la République*. Defferre pousse même l'audace, personnellement, jusqu'à proposer de faire disparaître le ministre de l'Intérieur : il prendrait le titre de *ministre des Libertés et de la Décentralisation*. Ça ne l'empêcherait pas, du reste, de « gouverner d'une main ferme », en renforçant les effectifs de la police, comme il a obtenu qu'ils soient renforcés à Marseille, au terme d'un héroïque conflit avec le pouvoir central.

Defferre s'adresse aux Français « qui ne suivent pas de façon particulièrement attentive la vie politique, mais dont le vote sera déterminant ». Il s'agit avant tout de rassurer : les jeunes et les femmes (on les comprend), les Juifs, les rapatriés, les Corses (Marseille est la plus grande ville corse), les ouvriers (on compatit à leur sort), les classes moyennes et les commerçants (on les défend), les patrons (on ne veut toucher ni à leurs intérêts ni à leurs prérogatives), les radicaux (ils ont raison), les communistes (on maintiendra l'alliance) et jusqu'à Giscard d'Estaing (un honnête réformiste « prisonnier de ses alliances »).

Ce qui doit rassurer tout le monde,

programme gestionnaire qui respecte les mécanismes du capitalisme. Pierre Desgraupes, qui interviewe le maire de Marseille, joue les ingénus. Il se garde bien de lui poser des questions indiscrètes : est-il vrai que, pour pouvoir gouverner avec Giscard, la direction du PS a établi à Seillac un calendrier qui renvoie à 1981 les réformes de structures (notamment les nationalisations) prévues par le Programme commun ? Ou encore : comment l'alliance avec les communistes se réalisera-t-elle à Marseille à l'occasion des élections municipales ?

on rase gratis... après-demain

Il faut donc se contenter d'un discours sur le programme. Mais ce discours ne manque pas d'intérêt. La doctrine socialiste ? Defferre, qui se définit comme un *socialiste modéré*, la proclame hardiment. Il a approuvé la stratégie définie par le congrès d'Épinay : « une politique de rupture avec le capitalisme ». Comme la politique qui a permis les succès du PS. Il n'est pas question d'y renoncer. Mais c'est une politique « à long terme », pour « dix, quinze ou vingt-cinq ans ». « Nous ne renions nullement notre doctrine, nous en différons l'application ». Desgraupes commente : « c'est donc seulement après-demain qu'on rase gratis. »

En attendant, on mettra en œuvre

un programme réaliste. « Ce que nous proposons est à l'opposé du collectivisme ». Bien sûr, on propose un impôt sur les super profits, pour les fortunes supérieures à 200 millions d'anciens francs. Mais il ne prélèvera que 1 % sur les fortunes d'un milliard d'AF. Les patrons n'ont rien à craindre pour leurs intérêts, ni pour leurs « droits ». Pas question par exemple de limiter leurs pouvoirs dans l'entreprise notamment leur droit à licencier leur personnel : « Si le patron n'a pas la possibilité de diriger son entreprise en fonction de l'avenir, il n'est plus maître de la gestion ».

Le programme de nationalisations ne doit pas les inquiéter. Il est limité à neuf groupes. A ce propos, il faut supprimer la « petite phrase » du programme qui indique : « au cas où les travailleurs formuleraient leur volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ». Certes, elle comporte des verrous de sûreté : il faudrait l'accord du gouvernement et du Parlement. Mais elle inquiète avec raison les capitalistes. C'est « un cadeau empoisonné de Guy Mollet ». Pour le reste, les nationalisations prévues ont pour but de « mettre fin à cette assujettissement de la politique par l'argent ». Mais elles ne mettent pas plus en cause le système capitaliste que ne le faisaient les nationalisations réalisées par De Gaulle après la Libération.

Que peuvent apporter aux travailleurs les réformes prévues ? L'objectif c'est « d'améliorer à la fois les salaires et les conditions de travail ». Seules, les explosions de 1936 et 1968 ont amené des progrès pour les travailleurs. « Si l'on n'arrache pas à un patronat qui ne veut rien céder quelques sacrifices indispensables, un jour ou l'autre une explosion se produira ». Malheureusement, la crise économique ne permettra pas d'accorder grand-chose. « Le droit du patron à licencier lui est reconnu mais (...) on y ajoute un droit de l'ouvrier au reclassement ». Defferre reconnaît que c'est là l'affirmation de deux droits contradictoires : « Que veut dire « reclassé » ? Reclassé où ? Comment ? Par qui ? Ni le Programme commun, ni l'annexe ne le précisent. »

P. Desgraupes s'étonne : « Ne trouvez-vous pas étrange que le Programme commun soit si flou et aussi impréparé sur un point reconnu aussi essentiel pour les socialistes que vous êtes ? » Il faut réfléchir, répond le maire de Marseille.

l'autogestion en laboratoire

Reste aux travailleurs l'espérance de l'autogestion, c'est-à-dire « la possibilité pour les hommes, dans leur vie professionnelle et dans leur vie quotidienne, de participer à la responsabilité et à la décision ». Ainsi définie, l'autogestion ne se distingue guère de la participation, chère à Chaban-Delmas et à Delors. Le Programme commun en ouvre l'éventualité « lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la direction de l'entreprise en indiquera la possibilité ». Mais, explique Defferre « compte tenu des exigences que j'ai exposées » (c'est-à-dire du maintien du système capitaliste et du droit patronal), cette participation n'est pas possible à court terme.

Le gouvernement procédera à une expérience de laboratoire « dans une ou deux entreprises nationalisées ». En quoi consistera cette expérience ? Il faut « que le conseil d'administration qui prendra les décisions comporte une représentation importante de toutes les catégories de travailleurs de l'entreprise » (ouvriers, employés, cadres). Le PDG sera élu ; plus précisément, le conseil d'administration sera consulté sur le choix fait par l'Etat et lui confèrera « en dernier ressort » ses pouvoirs. Bien entendu pour les décisions, le PDG sera seul responsable, comme le maire dans son conseil municipal (!).

Defferre va plus loin encore. Il propose que « les cadres de maîtrise soient élus par leurs camarades de travail », comme en Norvège, en Suède et à la Fiat. Ça ne pourra qu'aider au rendement et à la bonne marche de l'entreprise. Ainsi conçue, l'autogestion ne peut guère effrayer le patronat.

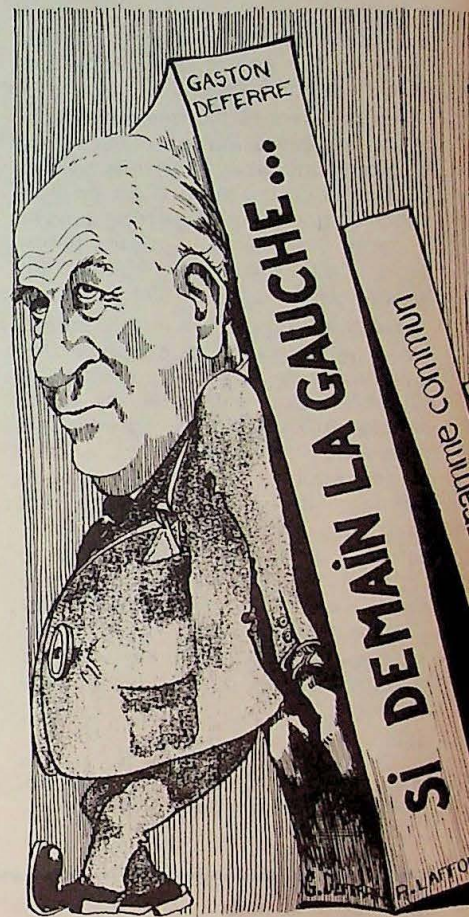
Giscard collabo

Le programme de la gauche étant à ce point modéré, Defferre ne comprend pas pourquoi le président de la République lui refuse le droit de gouverner. Giscard définit l'alternance comme le propre des sociétés libérales « dont l'organisation n'est remise en cause par aucune des principales tendances qui la composent ». Or tel est justement le fait de la gauche. « Il n'a pas pu échapper au président de la République que le Programme commun maintient le pluralisme économique, la propriété privée des moyens de production, l'économie de marché, le capitalisme ». Il est vrai que Giscard d'Estaing est tellement hostile aux nationalisations « qu'il y trouve prétexte à refuser l'alternance ». Mais on peut compter sur les progrès de la gauche et le déferlement de joie populaire au moment de la victoire électorale pour l'amener à réfléchir.

« On peut imaginer qu'il dise à ses

partisans : « Je sauve l'essentiel, je n'ai pas le droit de « livrer la France » à l'union de la gauche. » Ainsi, quand on y réfléchit, on voit que le président de la République, peut être amené à changer d'attitude, en invoquant des motifs qui, aux yeux de nombre de ses partisans, auraient une réelle valeur politique. »

Paralyser les modestes réformes de l'union de la gauche en utilisant les énormes pouvoirs de la présidence, ceux du Sénat et du Conseil constitutionnel : cette stratégie aurait en effet « une réelle valeur politique ». La collaboration avec Giscard d'Estaing que souhaite Defferre aurait



pour résultat d'annuler la volonté du suffrage universel et sonnerait le glas des espérances populaires.

Reste à savoir si les travailleurs se contenteront d'une explosion de joie. Defferre compte sur la confiance faite au gouvernement pour empêcher les mouvements de grève. Il mise sur la CGT : « elle nous aidera. » Mais sera-t-elle si enthousiaste si le gouvernement renonçait à appliquer son programme ? Il est inquiet sur l'attitude de la CFDT : « Si ses dirigeants veulent soutenir un gouvernement de gauche, ils risquent d'avoir des difficultés. » Traduisons : si les dirigeants veulent s'opposer au mouvement des travailleurs qui voudront faire reculer le patronat, s'ils veulent leur imposer d'assister sans broncher aux capitulations de l'union de la gauche devant la bourgeoisie, alors, en effet, ils risquent d'avoir de sérieuses difficultés. C'est ce que confirment dès maintenant les résultats des listes anticapitalistes autonomes aux élections municipales.

Yvan CRAIPEAU ■

(1) G. Defferre : Si demain la gauche... Ed. Robert Laffont.

finance, quand tu nous tiens...

Chaque lecteur de *TS* devrait l'avoir déjà lu : le livre que vient de publier A. Granou, sous le titre *La Bourgeoisie financière au pouvoir*, est, en effet, passionnant. C'est un livre d'histoire. Celle de la société française au cours des vingt dernières années. Notre histoire. Ceux qui avaient quinze ans lorsque s'est dénouée la crise de l'hégémonie républicaine, en 1958, y trouveront l'occasion de revivre les événements auxquels ils ont participé ; les autres devront prendre le train en marche. Un train qui nous conduit jusqu'aux enjeux de la période actuelle. Et c'est là l'intérêt essentiel de ce livre. Cette relecture du passé récent est réalisée selon un va-et-vient continu entre les événements de la scène politique et sociale et les luttes de classes, les bouleversements des conditions d'existence de ces classes : ainsi se trouvent reliés, expliqués, éclairés des faits vécus comme éclatés. Trop souvent nos analyses se résument à mettre en jeu deux acteurs : la bourgeoisie et la classe ouvrière. A. Granou nous invite, nous aide à dépasser ce schématisme. Chemin faisant, il apporte des réponses à ce que furent — à ce que sont encore — nos interrogations, nées de notre pratique syndicale et politique. A ce titre, ce livre constitue un outil de formation privilégié pour l'analyse des classes sociales dans la France d'aujourd'hui. Car celles-ci ne peuvent être saisies que dans leurs rapports : leurs luttes, les alliances qui se forment et celles qui se rompent. A. Granou réussit là où, dans une certaine mesure, Nicos Poulantzas échoue (1). Sans doute parce que ce livre est le fruit de pratiques collectives.

Mais à quelle relecture de l'histoire du capitalisme français, à quelle *mise en perspective* du présent nous conduit ce travail ?

L'irrésistible ascension...

Le point de départ : à la fin du XIX^e siècle, contrairement à ce qui s'est passé aux Etats-Unis ou en Allemagne, la bourgeoisie financière ne s'est pas affirmée en France. La bourgeoisie financière ? Celle qui centralise des capitaux qui ne lui appartiennent pas pour les mettre en œuvre dans la production. Naissante sous le Second Empire, cette bourgeoisie est défaite par l'alliance entre « classes possédantes » (2) scellée dans la chute du Second Empire et l'écrasement de la Commune de Paris. Cette alliance donne naissance à l'Etat républicain, « produit de la façon dont les classes possédantes s'organisent pour gérer leurs intérêts parcellaires et leurs propres conflits, en même temps que pour assurer leur domination sur la classe ouvrière ». La bourgeoisie intellectuelle (avocats, médecins, cadres de l'administration, enseignants...) en assure la direction politique. Cette hégémonie républicaine durera jusqu'à la fin de la IV^e République. Elle explique le « retard » du capitalisme français : le bouleversement des conditions de production se heurte à l'organisation corporatiste du capitalisme français, à l'obstacle que met la propriété privée des moyens de production au développement de formes de financement,

adéquates à un élargissement de l'accumulation du capital.

La crise politique de 1958 marque la fin de ce type d'alliance et l'ouverture — sous De Gaulle — d'une nou-

velle phase de bouleversements. L'avènement, puis la consolidation d'une « république présidentielle » consacrent la prééminence de la bourgeoisie industrielle et bancaire. Mais, pour asseoir son hégémonie, celle-ci doit reconstituer un capital financier qui va modifier ses conditions d'existence et de reproduction. Ainsi une bourgeoisie financière s'affirme progressivement face aux « classes possédantes » ; et sa fraction étatique — qui en est la fraction dirigeante — élimine la bourgeoisie intellectuelle de la direction politique.

Restructuration du capital français, mise en œuvre de nouvelles conditions de production (attachées aux noms de Taylor et de Ford), extension du règne de la marchandise, urbanisation rapide, prééminence des mass media sur l'école... : la société française entre dans le stade contemporain du capitalisme mondial ; elle s'en trouve remodelée en profondeur.

Dans le sillage de ces transformations, mûrit une offensive ouvrière qui prend toute son ampleur en mai 1968. Ainsi, avant même d'avoir défini les conditions de son hégémonie sociale, la bourgeoisie financière se trouve face à un vaste mouvement social qui renverse les valeurs bourgeoises républicaines auxquelles elle n'osait pas encore s'attaquer (mais dans une toute autre perspective que celle dans laquelle elle a tenté ensuite de « récupérer » le mouvement de mai !).

Tirant parti du repli du mouvement ouvrier après la défaite électorale de la gauche en juin 1968, la bourgeoisie financière accélère la restructuration des procédés de travail et impose le départ de De Gaulle, qui constituait désormais un obstacle : ainsi la voie est libre pour une centralisation du capital et une concentration des moyens de production plus étroitement insérés dans la concurrence intercapitaliste à l'échelle européenne

et internationale. La bourgeoisie financière a pris le pouvoir.

la bourgeoisie technicienne à séduire

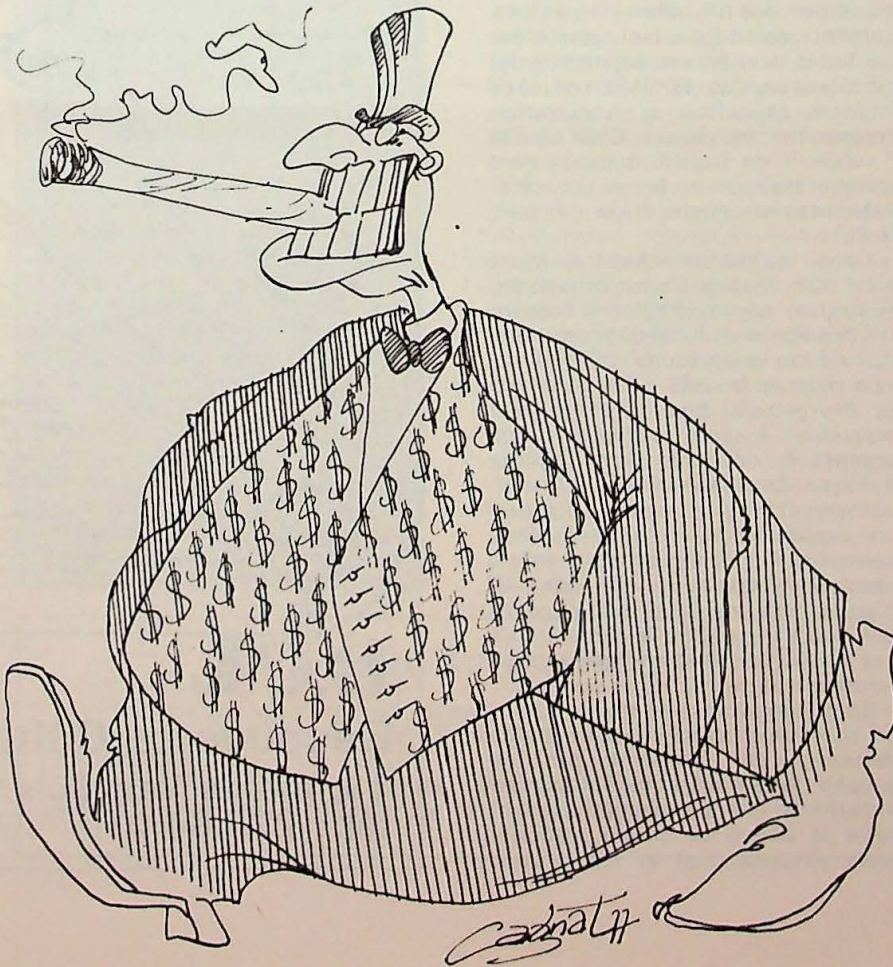
Il lui faut, dès lors, construire des formes d'hégémonie sociale adaptées aux nouvelles conditions de production. Cette nécessité s'exprime par le procès de la « société bloquée » et le projet d'une « nouvelle société » avancée par J. Chaban-Delmas. Il passe par un bouleversement des anciennes alliances de classes : les classes possédantes d'hier doivent céder quelque peu la place aux nouvelles classes gestionnaires, et notamment à la bourgeoisie technicienne. La bourgeoisie technicienne ? Cadres, ingénieurs, chercheurs et multiples spécialistes. Classe « cliente », gérante des rapports capitalistes pour le compte de la classe dirigeante — la bourgeoisie financière —, cette classe est le produit direct de l'extension de la parcellisation des procès de travail à l'ensemble des activités sociales. Mais, classe salariée (elle vend sa force de travail) (3), elle se trouve dans une position contradictoire qui fait d'elle un enjeu politique fondamental. Cet enjeu majeur de la période se traduit ainsi pour la bourgeoisie financière : s'appuyer sur la bourgeoisie technicienne et même la fraction organisée du prolétariat (cf. RFA, Suède...) ou resouder l'alliance avec les anciennes classes possédantes ?

la France « en deux »

La montée des luttes ouvrières (grèves d'OS, grand commerce, banques, Lip...) et l'intervention du prolétariat au sein des affrontements entre classes bourgeoises (MLAC, école...) bloquent en fait la constitution de nouvelles alliances : la bourgeoisie financière ne peut s'attaquer de front à la classe ouvrière et aux classes possédantes, tandis que l'union des partis signataires du Programme commun permet la cristallisation d'une alliance durable entre le prolétariat et certaines fractions des classes bourgeoises. Ainsi la France est « coupée en deux » au soir de l'élection présidentielle de 1974. Rarement dans une élection bourgeoise l'affrontement de classe aura été aussi manifeste ; rarement aussi l'unité des classes bourgeoises — derrière V. Giscard d'Estaing n'aura été si artificielle.

... la bourgeoisie financière aussi

Si la crise économique ne modifie pas les enjeux de la période, elle ne laisse pas à Giscard d'Estaing la possibilité de consolider cette unité : la nécessité pour la bourgeoisie financière d'imposer une longue période d'austérité au prolétariat (par le chômage) s'accompagne aussi d'une attaque (à travers le contrôle des prix, le crédit, la fiscalité) des revenus de fractions importantes des classes possédantes. Celles-ci sont aussi les plus conservatrices : elles n'adhèrent pas au projet de « société



libérale avancée » en forme de contre révolution préventive (mise en œuvre de nouvelles formes de contrôle social — diffus —, organisation contre l'ennemi intérieur, réforme de la société civile).

On assiste à une mobilisation des classes possédantes auxquelles J. Chirac entend, avec son RPR, donner un instrument d'encadrement politique. La division actuelle de la majorité s'analyse dès lors comme une division de la bourgeoisie financière : d'un côté, ceux qui, avec J. Chirac, veulent revenir aux alliances Pompidou-Messmer, renoncer, au moins jusqu'aux prochaines élections, aux réformes de la société civile et technicienne et s'appuyer résolument sur les fractions des anciennes classes possédantes ; de l'autre ceux qui, avec Giscard d'Estaing, pensent que seules les réformes de la société civile et étatique renforceront l'assise de la majorité sur la bourgeoisie technicienne et l'élargiront à certaines couches du prolétariat, sans pour autant perdre électoralement les fractions des anciennes classes possédantes.

L'électoratisme de la gauche en porte-à-faux

Mais le contexte de crise économique mondiale, s'il favorise l'extension de l'assise électorale de l'union de la gauche met aussi en porte-à-faux son électoralisme : il devient illusoire de penser qu'une redistribution des revenus et une réduction des inégalités est possible par une simple modification de la répartition de l'accroissement de revenus créés en contrepartie d'une production notablement accrue. La satisfaction des revendications des travailleurs — inscrites dans le Programme commun — implique maintenant des choix de classe. Bien plus, les questions (quel changement de société ? Quel autre modèle de développement ?) sont désormais au cœur des débats sur le type de société dont est porteur le Programme commun.

compromis communiste et mutation socialiste

Divisés sur l'appréciation de cette crise et sur les solutions à lui apporter, PCF et PS restent sur la défensive : trop occupés à préparer leur arrivée au pouvoir, ils ne peuvent repenser leur(s) stratégie(s) en fonction des initiatives de forces bourgeoises. Et pour cause. Le PCF a stabilisé sa stratégie sur la base de la recherche d'un vaste compromis entre le prolétariat, des fractions des anciennes classes possédantes, la

bourgeoisie intellectuelle étatique et la bourgeoisie technicienne, qui assurerait à tous la sauvegarde de leur base d'existence et l'amélioration de leurs conditions. Quant au Parti socialiste, la mutation qu'il a subie (régression de la bourgeoisie intellectuelle, progression de la bourgeoisie technicienne et, un peu, du prolétariat dans ses rangs) n'a pas modifié essentiellement son insertion dans la société française : il reste l'expression des intérêts d'une classe gestionnaire de la reproduction des rapports capitalistes qui aspire à une meilleure répartition du revenu national au profit du prolétariat, mais s'oppose à toute transformation sociale qui mettrait en cause son statut social.

l'urgence d'un changement

« Pourtant, face à la mobilisation des classes possédantes et de la bourgeoisie financière, l'heure n'est plus aux petites ni aux grandes manœuvres ; elle est à l'organisation du combat pour une alternative de société qui déstructure les bases de cette mobilisation dans la construction de rapports sociaux socialistes ».

En avançant cette conclusion, A. Granou quitte le terrain de l'analyse, sans toutefois le quitter : car elle en est directement le produit. Cette aspiration des travailleurs à un changement profond est bien portée par les luttes ouvrières et populaires des dernières années : remise en cause de la façon capitaliste de produire, de consommer, de penser. C'est bien là l'« objectif de transformation » dont voudrait être porteur le courant socialiste autogestionnaire et, pour sa part, le PSU.

Dans le dernier chapitre, ayant pour titre *l'espoir d'un changement*, A. Granou rejoint d'ailleurs l'essentiel des lignes de force du programme discuté au congrès de Strasbourg : « La crise de la société française que la bourgeoisie financière ne peut résoudre à son avantage rend urgente la nécessité d'une rupture politique dont l'avènement d'un gouvernement de gauche peut constituer une étape décisive... (Cet avènement) permettra la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Mais (il) n'annoncera une réelle rupture politique que s'il garantit la durabilité de ces améliorations et engage la transformation socialiste de la société... »

En misant uniquement sur la prise en main des principaux centres de décision, un gouvernement de gauche laisserait à la bourgeoisie industrielle et à la bourgeoisie financière la liberté de diriger pratiquement la production et les moyens

d'opposer efficacement les exigences de l'accumulation capitaliste aux revendications des travailleurs. Il ne peut sortir de cette contradiction que si la maîtrise de la production s'opère à partir des unités de production elles-mêmes comme matérialisation de nouveaux rapports de pouvoir, imposés par les travailleurs...

le pouvoir des travailleurs : comment ?

Ce pouvoir des travailleurs ne peut se construire en opposition avec le gouvernement et le pouvoir central qu'il exercera, mais doit trouver dans celui-ci la légitimité et le soutien nécessaires...

La maîtrise de la production ne peut être l'œuvre du seul prolétariat : l'extrême parcellisation du travail, la séparation entre mise en œuvre du savoir et tâches d'exécution, impliquent une étroite association entre le prolétariat et la bourgeoisie technicienne. Mais elle ne peut participer à la construction du pouvoir des travailleurs que si elle réalise un partage du

savoir, et par conséquent la transformation des pratiques capitalistes de direction...

D'une façon générale, la détermination des « objectifs de transformation » sociale constitue la base de toutes les alliances du prolétariat.

Des lignes de force qu'il nous faut préciser... et faire partager au sein de l'unité populaire. Alors... prenons un peu de temps pour lire. Ce ne sera pas du temps perdu pour l'action.

Bernard BILLAUDOT ■

(1) Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui. Seuil 1974

(2) Bourgeoisie industrielle et commerciale de familles capitalistes, paysannerie de propriétaire et de fermier, aristocratie bancaire, bourgeoisie bancaire, bourgeoisie intellectuelle indépendante et étatique.

(3) Elle ne se reproduit plus par les liens familiaux qui unissaient autrefois (et encore aujourd'hui de façon minoritaire) les ingénieurs aux propriétaires de capitaux, mais par l'acquisition de « compétences » technico-scientifiques auxquelles lui donnent accès les écoles d'ingénieurs et l'université. Sa force de travail n'a pas pour usage de valoriser le capital (comme celle de la classe ouvrière) mais de gérer cette valorisation.

nous c'est les vacances, les vôtres!
nous proposons nous construisons avec vous vos vacances!

FRANCE CALIFORNIE ESPAGNE PEROU SUÈDE ITALIE ALGERIE LIBYE ALBANIE TANZANIE GRECE COLOMBIE

D.C.L.
Découverte Culture et Loisirs
13, rue du Vert-Bois, 75003
tél. : 278.64.01.

convergence occitane : des Antibois témoignent

Serge (57 ans, peintre laqueur, inorganisé). J'ai été délégué aux réunions régionales de la Convergence par un groupe de camarades inorganisés. Aux Lucs, on a adopté une plate-forme provisoire, occitane et autogestionnaire. J'ai été élu au secrétariat. Fin janvier, le groupe s'est constitué à Antibes avec des écologistes du lycée horticole, des militants du PSU et de la LCR, des représentantes du groupe femmes et des inorganisés. Des camarades occitans (le Négaverque) assistaient à nos réunions comme observateurs. Nous avons donné notre accord sur le projet de plate-forme et commencé à militer ensemble. Lors des élections municipales, nous avons pris contact avec l'union de la gauche mais n'avons pu discuter qu'avec le PS. Nous lui avons proposé notre projet de charte municipale autogestionnaire. Les contacts se sont arrêtés là. Notre propre action était encore trop embryonnaire pour que nous puissions former une liste autogestionnaire.

Daniel Alati (employé municipal, responsable CGT, militant LCR). Nous ne partageons pas tous la même démarche sur la tactique municipale. Ce qui nous intéressait ? La façon d'intervenir dans la cité ; le projet de librairie-bibliothèque qui permettrait de créer un point de débat ; surtout l'organisation des quartiers et la plate-forme municipale, qui ouvraient des fronts nouveaux.

Jean-Yves (étudiant, inorganisé). Nous sommes pour la plupart d'anciens militants. Nous avions le désir d'une pratique politique différente du militantisme traditionnel, le désir d'une pratique autogestionnaire. Par exemple, sur l'initiative des écologistes, nous avons commencé par mettre en œuvre un circuit court de distribution, en liaison directe avec les producteurs. Je ne crois pas, dans un avenir immédiat, à l'avènement d'un paradis socialiste. Mais il faut songer dès à présent à changer la vie quotidienne...

Serge. Le premier numéro de notre bulletin local (*Vida Nova*) annonçait une réunion publique : cinquante présents : plus qu'à la réunion municipale du PCF. Les participants ont suggéré des actions. Par exemple, les habitants du quartier de la Fantone demandaient l'aménagement d'un jardin d'enfants et la création d'une maternelle. Le comité de quartier doit prendre l'action en charge. Nous préparons d'autres actions : nous étudions le plan d'occupation des sols afin de lutter efficacement contre le bétonnage de la côte et sa privatisation...

Jean-Yves. L'objectif de la « Convergence » ? pour moi, c'est avant tout d'aider à ce que se créent

des contre-pouvoirs qui échapperont à toute bureaucratisation. Pour cela, il faut fédérer l'ensemble des formations autogestionnaires.

Serge. Pour reprendre l'expression portugaise, notre objectif, c'est de « dynamiser » la cité, d'amener la population à se prendre en charge dans les comités de quartiers.

Correspondance ■

inventaire

Préambule : Des autogestionnaires et PSU sont élus à Chambéry. Nous serons aux côtés de ceux qui luttent, disent-ils. La profondeur des fauteuils municipaux aidant... s'endormiront-ils sur leurs belles paroles ?

Acte premier : 7 appelés au 7^e RCA de Bourg-Saint-Maurice font l'objet de 15 à 60 jours d'arrêts pour « appartenir à une cellule antimilitariste et s'être livrés dans leur unité à une propagande antimilitariste ».

Acte 2 : Hollet, RI de l'Aube, s'étrangle à l'Assemblée : « Le conseil municipal de Chambéry a voté une surprenante motion, les assurant d'un appui total et demandant leur libération immédiate, ainsi que la levée des poursuites [...]. Mieux : le 4 avril, en gare de Chambéry, deux membres du conseil municipal, dont le maire-adjoint, distribuaient des tracts antimilitaristes. »

Acte 3 : Bourges, ministre de la Défense, audit RI : « Les agissements en question tombent [...] sous le coup de la loi. La délibération du conseil municipal de Chambéry a été déclarée nulle [par le Préfet]. Quant à la distribution des tracts, qui relèvent de l'antimilitarisme le plus éculé [...], la gendarmerie de Chambéry en a dressé procès-verbal [...] avec pour destinataire le procureur général près la Cour de Sûreté de l'Etat. »

Conclusion : Non seulement les autogestionnaires ne dorment pas, mais encore ils réveillent en sursaut une gendarmerie, un Préfet, un procureur général, un député RI et un ministre. Si tous les élus autogestionnaires agissent, y'en a des qui vont passer des nuits blanches... ■



Saint-Etienne : des élus pour une autre pratique

Fête à Saint-Etienne au soir du 20 mars : pour une fois les klaxons et les « on a gagné » ne saluaient pas les mérites des « Verts », mais une victoire qui est incontestablement celle des travailleurs. Ce département, où la population est en grande majorité ouvrière, où les salaires sont inférieurs de 15 % à la moyenne nationale, où le taux de chômage est l'un des plus forts de France, n'élisait jusqu'à présent que des hommes du centre et de la droite. Et tout d'un coup, après les victoires partielles des cantonales, tout bascule : seules, deux villes sont restées acquises à la droite.

A Saint-Etienne même ? Votes massifs pour la liste de gauche dans les quartiers de HLM, d'usines ; votes importants pour M. Durafour dans les quartiers « bourgeois » de la ville ; on peut parler, sans risque d'erreur, de « vote de classe ». Surtout que J. Sanguedolce, tête de liste PC, ancien mineur, dirigeant depuis 26 ans de l'UD-CGT de la Loire, membre du comité central du PC depuis 22 ans, n'était pas un candidat pour classes moyennes hésitantes.

Et le PSU ? Nous partions dans cette liste de la gauche unie avec des atouts sérieux... et des difficultés à prévoir aussi.

● Des atouts : un accord négocié dès le mois d'octobre et sur lequel nous avions obtenu des points intéressants : l'adjoint-délégué, notre secrétaire fédéral Roger Charlat, a les mêmes prérogatives que les autres adjoints (secrétariat - indemnité - participation au bureau municipal, etc.) ; le groupe PSU, en tant que tel, a un secrétariat à la mairie.

Les aspects politiques de l'accord n'étaient pas moins importants : accent sur la « démocratie municipale » (aucun des partis n'a la majorité) ; la municipalité s'engage à travailler avec les comités de quartier, à favoriser leur expression ; recherche

de la représentation des « exclus » (inscription au programme de la liste de la création d'un Office municipal des émigrés, tâche qui a été confiée à l'un de nos camarades, Jean Brousse qui est par ailleurs militant CFDT du bâtiment).

● Des difficultés aussi : petit nombre des élus PSU sur la liste (3 sur 45 seulement) « oubli », dans les matériels de propagande de la campagne, de tel ou tel représentant du PSU, volonté fréquente des « camarades » du PC et du PS d'ignorer notre parti dans certaines prises de décision...

Il reste que, pour le PSU de la Loire, les victoires électorales de ce mois de mars (13 élus dans le département), à Saint-Etienne en particulier, sont un peu comme la sortie du tunnel : notre fédération avait été l'une des plus touchées par le départ des « rocardiens » qui nous privait, en particulier, de beaucoup de facilités de contacts avec les syndicats, les associations familiales, etc. Renouer, par le biais de l'action municipale, avec tous les problèmes concrets des luttes quotidiennes des travailleurs, sera très précieux pour l'action de notre parti. Déjà, les contacts repris avec les organisations du cadre de vie qui se réclament de l'autogestion, s'avèrent très positifs.

Alors, au-delà de la défaite de Michel Durafour — qui fait quand même plaisir, non ? — le PSU de la Loire voit dans ses nouvelles responsabilités l'occasion de faire passer, au moins un peu, les idées qui sont les siennes, et dans le débat unitaire de la gauche, et dans les efforts pour le regroupement des autogestionnaires. Des idées et aussi des pratiques : au moment où j'écris, j'apprends que nos 13 élus sont les premiers signataires de la pétition lancée pour l'arrêt des sanctions contre les soldats du 7^e RCA de Bourg-Saint-Maurice.

Huguette BOUCHARDEAU ■

Qui a peur du nucléaire ?

Un débat organisé le vendredi 29 avril 1977 à 20 h 30 à la Maison populaire pour la culture et les loisirs, 9 bis, rue Dombasles, 93100 Montreuil (tél. : 287.08.68).

Projection du film danois *Voyage dans les centrales de la terre*. Débat avec un technicien de l'EDF et des écologistes. Entrée 6 et 8 F.

Agriculture et écologie

Débats les 7 et 8 mai 1977 au Centre de rencontres les Circauds. Oyé 71610 Saint-Julien-de-Civry

briser la chaîne

sidérurgie : qu'est-ce qui va changer ?

Mardi, 15 000 sidérurgistes ont manifesté à Paris pour la sauvegarde de l'emploi. Demain, à Usinor-Dunkerque, le HF 4 s'arrêtera. Le HF 4 ? Un haut-fourneau s'élevant à 86 mètres du sol, capable de produire trois millions de tonnes de fonte. Mis à feu, selon les dépliant patrons, le 18 mai 1973, il a été conçu pour fonctionner en continu. Oubli des concepteurs capitalistes de cette énorme machine : il peut y avoir du chômage partiel, des grèves. Un oubli qui coûte cher.

Il a coûté la vie, le 4 avril dernier, à Jean-Marie Domain, ouvrier fondeur ; 83 hommes sont morts dans ce temple du productivisme qu'est Usinor-Dunkerque. Les hauts-fourneaux, les aciéries, les machines qui tuent : voilà ce que dénoncent depuis longtemps les militants CFDT de Dunkerque.

La raison est connue : fonctionnant sans arrêt, mal entretenu, le HF 4 a vu peu à peu le revêtement réfractaire se dégrader, s'effondrer là où la liquéfaction du fer et du coke s'effectue. Dès lors la fonte ne s'évacue plus normalement par les trous de coulée qui se bouchent ; elle déborde, elle gicle, elle a brûlé J.M. Domain. Les ouvriers depuis longtemps réclamaient un débouchage mécanique de ces trous de coulée ainsi qu'une véri-

fication des réfractaires. « On n'a pas le temps ! tout est normal ! Une mécanisation est impossible » répondaient les chefs et les patrons. Bien sûr un contremaître — un lampiste — sera inculpé. Et la direction paiera une amende... Ecœurante logique du profit !

Ecœurante attitude des patrons d'Usinor qui, prenant prétexte de l'arrêt du HF 4, mettent des centaines de travailleurs en chômage partiel, font tourner à plein leurs installations de la Solmer pour récupérer le temps perdu, mais exigent dans le même temps de l'Etat deux milliards de francs pour perte de production.

Ecœurante également, leur obstination à briser la grève des dockers, à leur enlever un droit essentiel : celui de ne pas être exploités dans les pires

Hacuitex : le 22 avril, tous à Paris !

Le 22 avril, des milliers de salariés de l'habillement, du textile, du cuir et des blanchisseries manifestent dans les rues de Paris à l'appel de la CGT et de la CFDT. Le but de ce rassemblement ? Informer sur la situation de ces professions. Ils sont 850 000 répartis dans toute la France, avec de grosses concentrations dans le Nord, dans la région Rhône-Alpes, l'Est et les alentours de Paris.

Neuf entreprises de cette branche emploient plus de 5 000 salariés : Agache Willot, DMC, Rhône-Poulenc, Prouvost-Masurel, Boussac, Texurion, Bidermann, Coisne et Lambert, Timwear-Levy, Bata. Ces empires du vêtement, du tissu ou de la chaussure partagent avec une multitude d'autres sociétés moyennes et petites le triste privilège de faire de leur branche d'industrie celle où les travailleurs sont les plus exploités.

L'emploi est comprimé dans toutes les régions. Le pouvoir d'achat diminue, les conditions de travail s'aggravent et la répression se généralise. On dénombre un bon paquet de licenciés « Durafour » ou « Beullac » dans ces métiers. Dans ces branches, les retards de salaires par rapport à la moyenne de salaires de l'ensemble des professions se sont aggravés depuis 1975. En octobre 1976, ils se répartissent ainsi : textile naturel : - 14,3 % ; cuirs : - 24,3 % ; chaussure : - 18,4 % ; habillement : - 27,9 %.

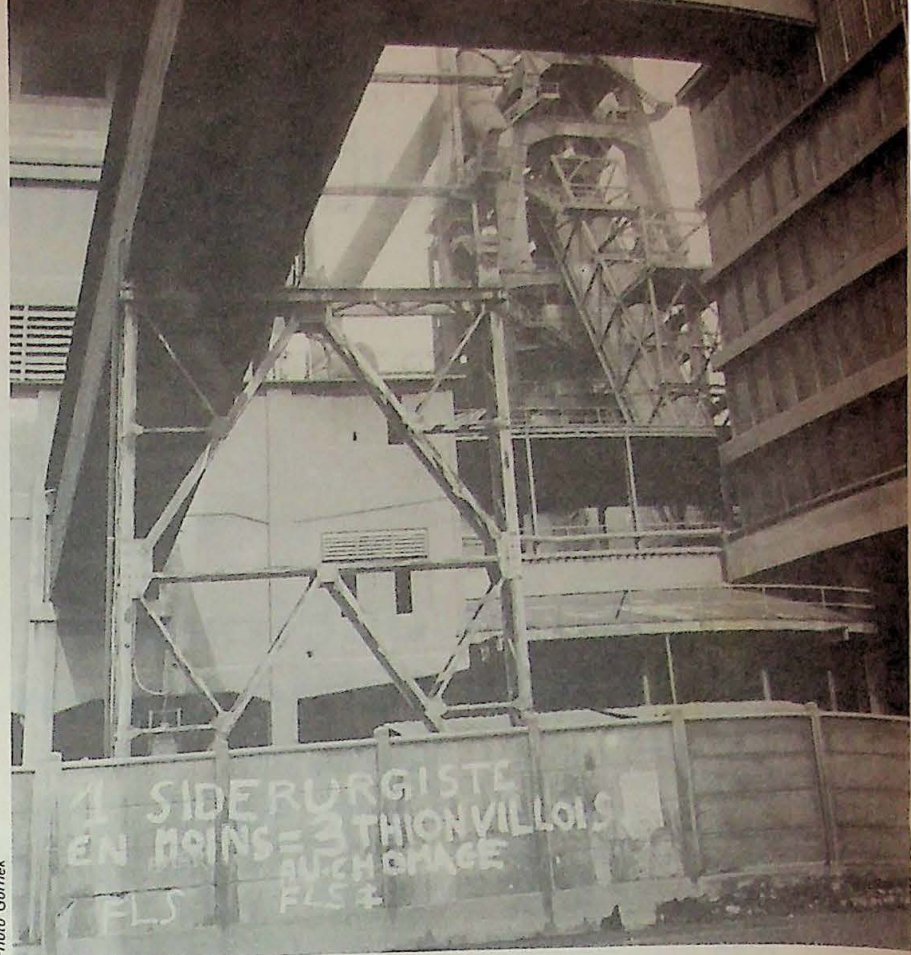
Il y a plus grave : y aura-t-il encore

dans quelques années une industrie textile en France ? On ne compte plus les entreprises qui vont à l'étranger investir, chercher fortune et main-d'œuvre bon marché. Les fermetures s'accumulent : 29 000 emplois supprimés en 1975.

Au-delà de cette journée d'information, la CFDT entend pour sa part poser ses exigences aux partis de gauche : « Si la fédération Hacuitex approuve certaines dispositions sociales et les nationalisations prévues dans le programme commun, elle affirme qu'il est insuffisant en ce qui concerne la transformation des conditions de travail, le salaire au rendement, la mise en cause de la hiérarchie, les droits syndicaux et pouvoirs réels pour les travailleurs ».

Ce point de vue donne tout son sens au rassemblement du 22 avril : interroger la gauche, invitée sans exclusives, à participer aux débats qui ont lieu à la Mutualité.

J.Y.S. ■



conditions, celui de contrôler le prix de leur travail.

il n'est que temps d'exproprier

La sidérurgie est en crise. Crise lourde des erreurs, des pratiques scandaleuses des maîtres de forge. Le tribut payé à l'insécurité, aux déportations de populations, aux cadences, à l'usure, aux vies brisées par le travail en continu se mesure chaque jour davantage. Le chômage, l'asphyxie économique de la Lorraine s'y ajoutent. Il n'est que temps d'exproprier les richesses accumulées, détournées par quelques capitalistes cyniques. Voilà ce que souhaitent des milliers de sidérurgistes : ceux qui ont défilé à Thionville le 15 avril, ceux qui sont venus devant l'Assemblée nationale le 19, ceux qui, malgré la répression, se battent pour la cinquième équipe puis la suppression du travail posté, pour une autre vie et une autre manière de produire l'acier, ceux qui vont élargir la résistance aux licenciements.

C'est cela le sens d'une nationali-

sation : donner aux travailleurs le droit de déterminer comment ils produiront, pourquoi, pour qui et où. L'Etat, les impératifs de la productivité et des échanges capitalistes ne devront pas décider à leur place. Pour une garantie de l'emploi, des salaires, de la sécurité dans ce secteur-clé, un financement même contrôlé par l'Etat est insuffisant. La nationalisation sera l'œuvre collective des travailleurs ou ne sera pas. Il est impensable que les biens, les capitaux versés au nom de la collectivité par les gouvernements de droite depuis dix ans, gaspillés ou transférés sans contrôle dans d'autres industries, ne puissent revenir à ceux qui les ont créés.

Dans les actions qu'ils mènent contre l'oppression qu'ils subissent, les sidérurgistes posent donc dès aujourd'hui, la vraie question des futures législatives : qu'est-ce qui va changer ? Mais bien des solutions leur appartiennent déjà. Le contrôle ouvrier, l'occupation des installations menacées, les grèves contre les cadences et l'insécurité dans les usines neuves les révéleront peut-être dans les jours à venir.

J.Y. S. ■

Monteux : les Ruggieri

L'usine des frères Ruggieri à Monteux (Vaucluse) produit des feux d'artifice. Le 12 avril dernier, elle a explosé. Bilan : deux morts (les ouvriers les plus anciens dans l'usine), dix-sept blessés dont plusieurs dans un état grave. Une dizaine d'enfants d'un centre scolaire voisin ont également été touchés. Les dégâts sont énormes dans l'usine, mais aussi dans le CES et la ville. Hasard ? Fatalité ? Non, car cette entreprise a une sinistre réputation : vingt travailleurs y ont péri depuis 1917. En avril 1973 : un brûlé grave ; en juillet 1973 : quatre morts, six blessés ; en février 1976 : un artificier profondément brûlé. Sinistre bilan.

Chez les travailleurs, un leitmotiv revient : « ça devait arriver ». Comme en juillet 1973 les dépôts étaient surchargés le 12 avril. Les cadences et le manque de moyens aggravaient les conditions d'insécurité. Dans cette entreprise aux salaires très bas, au personnel essentiellement féminin, la direction ne s'embarassait pas de scrupules.

A maintes reprises, le syndicat CFDT avait attiré l'attention de la direction sur les risques encourus. En décembre 1976 encore, l'inspection du travail, sur intervention du délégué CFDT, avait demandé aux patrons de

revoir le stockage des produits chimiques, de diminuer le volume des stocks. Ceci est resté lettre morte. Les interventions de la caisse d'assurance maladie visant à ce que les membres du comité d'hygiène et de sécurité (CHS) bénéficient des moyens d'exécuter leurs fonctions ont connu le même sort.

toute une population concernée

Les Ruggieri se moquent de la législation ; les Ruggieri rajoutent : sans la CGT, ils voulaient, le lendemain

des réponses à la hauteur

Gérard Simon, 31 ans, sourd-muet, et Wanda Denglos, 20 ans, ont tenté de se suicider, après de long mois passés à chercher en vain un emploi. Témoignages atroces de ce que les statistiques nous révèlent chaque mois : les chiffres des demandeurs d'emploi augmentent (1 002 500 en mars contre 972 400 en février), tandis que les offres stagnent (108 700 contre 108 500). Mais il est difficile d'argumenter à partir de ces gestes de désespoir. Ce sont des appels au secours. Ainsi Wanda avant de se détruire a lancé cette phrase : « Travailleurs, restez ici avec moi ! ».

A ce cri, quelle est la réponse du pouvoir ? L'opération coup de poing » contre des travailleurs du bâtiment employés « au noir » dans la Gironde, dans la Drôme (avec quelques procès-verbaux à la clé). Au lieu de débattre des solutions avancées par les syndicats pour créer des emplois, Barre et ses ministres se contentent de recettes de gestion du volant de chômage.

mauvaise cuisine

Dans les salons du château de Rambouillet, ils ont, ce week-end, « réfléchi ». Beullac, ministre du « chômage bis », a dû être « audacieux » et proposer la sauce pour accompagner une cuisine frelatée : exportation du chômage en incitant les immigrés à rentrer dans leurs pays, mise en pré-retraite à bas prix des travailleurs âgés, renvoi des femmes « aux fourneaux ».

Le « place aux jeunes » qui sera le leitmotiv de la propagande officielle

visera à redorer le blason d'un gouvernement en piste pour un nouveau cycle d'austérité. Seules quelques mesures présentées avec beaucoup de battage publicitaire l'accompagnent : on évoque un aménagement de la formation professionnelle, une réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite dans certaines branches, des primes à l'embauche.

Ces techniques ressemblent aux mesures de relance de l'investissement : appliquées de manière limitée avec un trop grand retard, elles ne résorberont qu'une part minime du chômage. En effet la plupart des investissements ou intentions d'investir des patrons se portent essentiellement sur l'amélioration de la productivité et de la rentabilité pour économiser la main-d'œuvre. Les créations d'emploi sont soumises à une hypothétique remontée du niveau de la production. Or la dernière enquête de l'INSEE ne prévoit qu'une progression de 3 % environ cette année (contre 8 % en moyenne entre

sont dangereux !

l'explosion, faire reprendre le travail alors que les conditions de sécurité n'étaient pas rétablies.

Une énorme mobilisation a dénoncé cette attitude : deux mille cinq-cent personnes à l'enterrement des deux ouvriers ; mille au rassemblement de protestation des syndicats et partis de gauche. En signe de deuil, tous les travailleurs du département ont débrayé deux heures. Parents d'élèves, conseils municipaux des alentours, syndicats, toutes les forces sociales exigent la reconstruction de l'usine ailleurs. Les Ruggieri y seraient prêts à condition de bénéficier de la manne publique.

L'intérêt des populations rejoint celui des travailleurs. Il faut d'abord implanter l'usine ailleurs ; et, mais aussi changer les conditions de production, ce changement d'implantation devrait être soumis aux collectivités locales, comme le souhaite le syndicat CFDT. Il faut aussi changer les conditions de production : le respect des normes de sécurité est lié à d'autres conditions de travail. La divi-

sion du travail, le travail au rendement, le chronométrage, l'organisation en fonction du seul profit, sont à supprimer.

Il faut remarquer que ces objectifs communément partagés auraient pu être l'occasion d'une action unitaire. Mais CGT et PCF (dont un militant est mort dans l'accident), ont préféré faire cavalier seul. La CFDT a dû chaque fois imposer sa représentativité. Dommage pour l'unité ! Celle-ci est en effet nécessaire pour obliger les pouvoirs publics à intervenir dans l'immédiat pour une autre implantation, pour la suppression de l'utilisation trop dangereuse des produits chlorés et pour l'élargissement des pouvoirs du CHS, pour un contrôle populaire par les municipalités. Ces exigences sont simples à réaliser. Voilà pourquoi l'UD-CFDT du Vaucluse propose une nationalisation, sous le contrôle des travailleurs et de leurs syndicats, des établissements Ruggieri et de leurs semblables.

Jean-Marie FERRIGOULES ■

1965 et 1974). Les patrons n'ont pas confiance... les jeunes et les femmes ne trouveront des emplois qu'au compte-gouttes.

Licenciements, freinages de salaires, hausses des cadences, accidents du travail, suicides... dans les entreprises, la colère grandit.

débordements prévus

Cette colère déborde aujourd'hui des entreprises. Mardi, des milliers de sidérurgistes lorrains sont venus défendre leurs exigences jusqu'aux portes de l'Assemblée nationale. Le 21 avril, Mme Weil entend les manifestants de la Sécurité sociale, appuyés par les 25 organisations signataires de la plate-forme de la défense, protester contre ses dernières mesures de non remboursement de certains produits pharmaceutiques. La semaine prochaine, d'importantes actions auront lieu dans le secteur public et nationalisé surtout pour la défense du pouvoir

d'achat. Principale application de l'accord d'unité d'action conclu entre CGT et CFDT le 7 avril dernier, une journée de grèves aura lieu le 28 avril.

La mobilisation qui s'amorce débouchera sur d'énormes manifestations lors du 1^{er} mai. L'emploi et la défense des libertés (aussi bien en France qu'à l'étranger) rythmeront les défilés. Ces initiatives se dérouleront alors que la tension augmente dans de très nombreuses régions. TS demandait l'an dernier dans le numéro spécial 1^{er} mai : *Comme en 36 ?* Aujourd'hui, la tension dans les usines nous fait penser plutôt à l'année 1935. Les réponses devront être à la hauteur...

Yves SPARFEL ■

(1) Les directions de l'EGF, de la SNCF, des Charbonnages, des PTT et de la Fonction publique proposent des relèvements de salaires de 1 %, alors que la hausse des prix pour les trois premiers mois de 1977 avoisinera 2,3 % selon les calculs de la CGT.



Photo Maillac

bâtiment : élargir la fissure

Le bâtiment « ne va plus ». Les travailleurs de ce secteur le font savoir depuis plusieurs semaines. Les chantiers, petits ou grands, sont frappés de paralysie les uns après les autres. La journée nationale d'action qui s'est déroulée le 13 avril dernier a permis de dresser la « carte » du mouvement revendicatif.

A la CFDT, comme à la CGT, qui sont à l'initiative de cette journée on se montre prudent : « L'implantation syndicale, les traditions de lutte sont assez faibles limitant la portée de nos propositions. Cependant le bilan, qui n'en est pas un puisque l'action continue, est déjà positif car sur plusieurs chantiers, le patronat a dû faire des concessions ».

Certes, ce dernier s'accroche au mot d'ordre patronal et gouvernemental : rien qui puisse laisser supposer que le plafond des 6,5 % d'augmentation sera dépassé au 31 décembre. Il s'arrange même pour rester en-deçà. A grand renfort de publicité, il fait savoir que la situation devra être assainie. Le chiffre de 20 000 emplois supprimés au cours des six prochains mois est publiquement avancé. De quoi faire réfléchir les ouvriers.

Déjà conditionnés par la précarité saisonnière, précarité liée également aux échéances de chantier (crédits d'Etat, distillés au compte-gouttes ce

qui provoque souvent des interruptions...), les travailleurs du bâtiment se retrouvent le dos au mur. Pour les salariés français, le profil de l'Agence pour l'emploi est à l'horizon immédiat ; pour les immigrés, qui constituent les « gros bataillons », c'est la perspective de la valise qui se dessine.

Dans ce contexte, il ne reste plus qu'à se battre. Si l'absence d'une coordination efficace de toutes les actions se fait durement sentir au niveau des trusts, une marge plus large de manœuvre reste disponible chez les milliers de sous-traitants, petits entrepreneurs où règne un paternalisme difficile à combattre : beaucoup peut être fait pour l'amélioration des conditions de travail, de la sécurité notamment dans ces petites entreprises très loin de respecter les normes officielles.

Le « 13 avril ? Une étape. On prépare le 1^{er} mai et la suite... » nous dit-on.

M.C. ■

P comme pègre, police et (parfois) politique

Alain Moreau s'est fait connaître en éditant des dossiers remettant en question bien des certitudes. Des personnalités également, apparemment au-dessus de tout soupçon. Le *Dossier M... comme Milieu* (1) qu'il vient d'éditionner est assurément l'un des meilleurs et des mieux documentés d'une production qui lui a déjà valu une belle collection de procès (2), rarement perdus, mais toujours périlleux pour son entreprise de restitution d'une réalité qui trop souvent dépasse la fiction.

L'auteur de ce nouveau dossier, James Sarazin, est journaliste au *Monde*. Il retrace l'histoire des trente dernières années de la pègre française. Une pègre qui, malgré les cadavres de truands qui jonchent le pavé du crime à Paris, Lyon ou Marseille, se porte bien, voire se reproduit avec une constance remarquable.

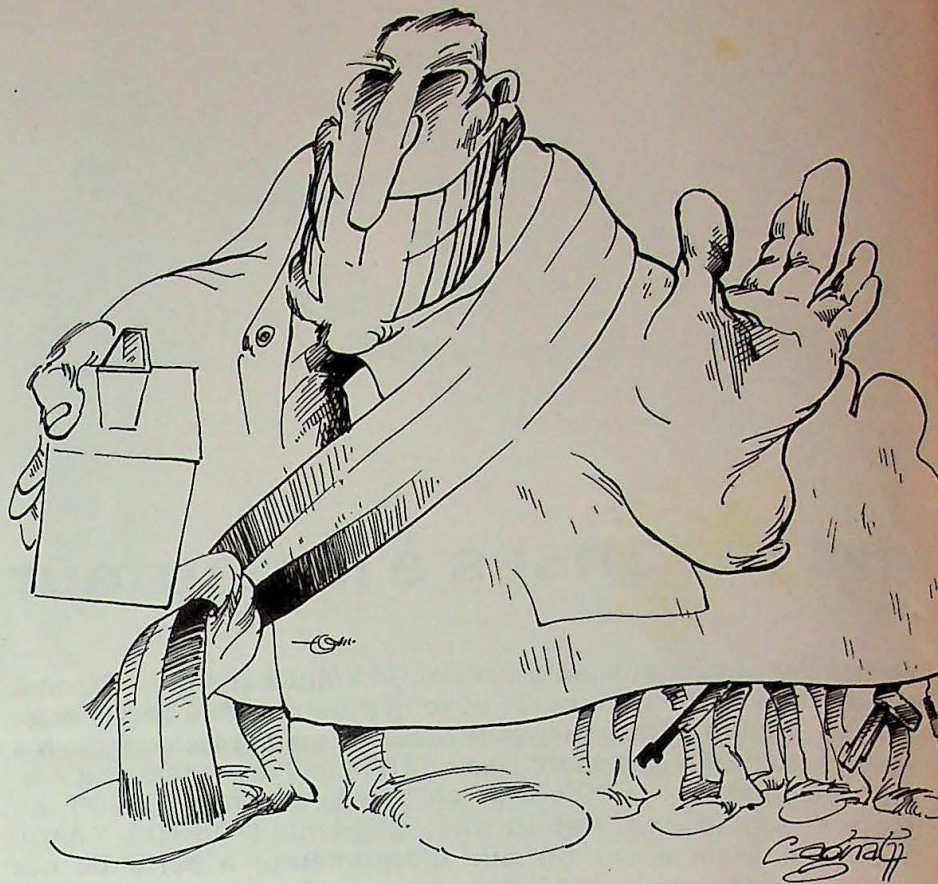
Les grands caïds du Milieu sont rarement détrônés par la police, moins encore par la justice. Ils ne décèdent jamais ou presque que d'accidents de parcours inhérents à la nature particulière de leur activité : la nature des choses en quelque sorte, par une espèce de phénomène d'autorégulation pour parler le langage des écologistes.

La police, en principe, a pour tâche essentielle de combattre le « Milieu ». Elle le fait parfois avec des moyens contestables au point qu'il n'est pas

rare que certains de ses fonctionnaires soient de plus en plus perméables à certaines « influences ». Quand ils ne deviennent pas eux-mêmes de parfaits truands : le cas récent d'un inspecteur véreux impliqué dans le meurtre d'un prince du régime n'est pas isolé ; Robert Blémant, d'abord commissaire à la DST, devint un « parrain » à Marseille ; quant à Tonnat, il était moins commissaire de police que proxénète sur le marché de la prostitution lyonnaise.

de SAC et de corde

Des policiers donc, à qui il arrive de basculer, mais aussi des services très officiels, qui recrutent dans le « Milieu » pour des œuvres aussi occultes qu'inavouables. On apprend ainsi que le « Milieu » a fourni au SAC ses meilleures troupes : le plus



« grand » caïd que la pègre française ait produit ces dernières années, Jean Augé, fut, jusqu'à sa mort violente en 1973, tout à la fois le chef du gang des Lyonnais et le responsable du SAC pour la région Rhône-Alpes.

Les sommes énormes brassées par les truands et provenant de l'exploitation à grande échelle de la prostitution (pour la seule ville de Paris, la prostitution et le racket des établissements où elle se pratique représentent un chiffre d'affaires de plus de 6 milliards de francs par an), de rackets multiples, escroqueries et trafics en tout genre, ou encore de hold-up classiques, ne servent pas toujours la seule cause du grand banditisme. Ce qui amena François Colcombet, substitut à Lyon, à déclarer en mai 1974, à l'occasion d'un débat télévisé alors que la campagne présidentielle battait son plein : « J'espère

qu'on n'apprendra pas un jour que l'argent du hold-up de Strasbourg a servi à alimenter les caisses d'un parti politique. »

Dieu merci, la justice n'a jamais rien découvert « officiellement ». Le juge Renaud, chargé entre autres de cette mystérieuse affaire, et surtout son successeur n'ont rien trouvé.

Pendant que la police et la justice rendent leur office, comme elles le peuvent avec les moyens dont elles disposent, les truands continuent leur brillante carrière : Gilbert Zemmour et son clan à Paris, Gaëtan Zampa à Marseille, Jean Schaebelé à Lyon. Le mérite du livre de James Sarazin est précisément de nous fournir une information souvent inédite et puisée aux meilleures sources, celles des archives de la police.

recyclage

Sa passion du détail, la minutie des récits qui, pour chaque clan ou bande, est remarquable, l'ont peut-être empêché de resituer le phénomène de la pègre dans un cadre économique et politique plus général. Il suffit de rappeler que certaine organisation politique n'a pas le monopole du recrutement des fiers à bras d'origine douteuse. Il paraît évident que depuis 1974, le recyclage a été intense de l'Etat UDR vers le royaume RI. En attendant de nouvelles et probables reconversions.

Le « Milieu » n'est jamais que le reflet d'une société : James Sarazin ne le dit pas, mais son ouvrage permet d'en prendre conscience. Et c'est bien là l'essentiel.

Michel ETIENNE ■

(1) Dossier M... comme Milieu, de James Sarazin, édition Alain Moreau, 473 p., 46 F. En vente à la librairie Syros.

(2) Ce livre fait déjà l'objet de trois plaintes en diffamation : l'honorable Gilbert Zemmour réclame à Alain Moreau et James Sarazin la bagatelle de 250 000 F de dommages et intérêts. Le très honorable Youssef Khaïda, alias « Rodolphe le Bique », proxénète et grand ami de Marcel Francisci, leur demande notamment 500 000 F de dommages-intérêts. Enfin, le moins honorable Jean-Dominique Fratoni, directeur du casino Ruhl à Nice, leur réclame 5 millions de francs de dommages et intérêts pour laver son déshonneur et 100 millions de francs pour le préjudice qu'aurait subi son établissement de jeu.

France, terre d'extradition

Petit cadeau du nouveau ministre de la police, Bonnet, à son homologue allemand, Mailhofer : l'extradition de Detlev Schultz. C'est l'application, avant même qu'elle soit entrée en vigueur, de la Convention européenne anti-terroriste signée à Strasbourg le 27 janvier 1977 par Giscard d'Estaing. Ce dernier avait alors exprimé des scrupules sur certains principes du texte de la Convention. Que sont-ils devenus ? Ou plutôt, que ne ferait-on pas pour satisfaire « l'ami Schmidt » ?

Les données de l'affaire ? Schultz est arrêté le 22 mai 1976 à Strasbourg pour vol à la tire et port d'arme prohibée. Condamné à 6 mois de prison, sa peine s'achève en novembre 76.

Mais la RFA demande son extradition le 7 octobre 1976 sur la base d'une inculpation d'homicide volontaire contre deux policiers dont l'un fut tué, le 7 mai 1976, dans la région de Darmstadt, lors d'une interpellation policière. La police prétendit, sur la base de papiers d'identité falsifiés, qu'un des meurtriers en fuite était Detlev Schultz, qui a toujours nié avec énergie sa présence dans cette affaire.

L'acharnement de la police allemande a une bonne raison : Schultz est connu comme un opposant politique ; il a dénoncé la politique de

répression du gouvernement et notamment les conditions de détention des prisonniers politiques en RFA. Depuis 1974, le groupe de presse Springer en a fait l'ennemi public n° 1 et un associé de la « bande à Baader ». Schultz est alors recherché comme membre de la Fraction armée rouge (RAF) puis dénoncé publiquement dans la célèbre émission de télévision XYZ (qui est un appel à la délation par les citoyens honnêtes), et même mis à prix pour 20 000 DM.

L'affaire est donc politique. La justice française feint de l'ignorer. C'est pour motif de droit commun que la chambre d'accusation de Colmar (où Schultz est emprisonné depuis le 26 février 1977) donne un avis favorable à la demande d'extradition, en décembre 1976. La Cour de cassation

de Paris confirme, en appel. Malgré une mobilisation importante en Alsace et une campagne nationale de pétition le chef de l'Etat a accepté, il y a une semaine, de signer le décret d'extradition. La presse française (sauf celle d'extrême gauche) s'est tue. L'internationalisation de la répression va bon train. Il n'y a plus, depuis la décision de Giscard sur l'affaire Schultz, de raison de citer la « clause française » (1) en droit international.

De R. Pöhle livré par la Grèce à la RFA aux étudiants iraniens expulsés par la France, les prisonniers politiques deviennent une monnaie d'échange entre gouvernements. Il faut lutter pour faire respecter le statut de réfugié politique et mener une campagne publique contre la ratification de la Convention européenne antiterroriste qui doit être soumise prochainement au Parlement.

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Cette clause désigne l'article 5 de la loi du 10 mars 1927 en vertu duquel l'extradition n'est pas accordée lorsqu'il existe des éléments permettant de croire que la personne poursuivie est recherchée pour des raisons politiques.

petite enfance :

le temps des nourrices ou celui des crèches ?

non au chantage à la maternité

La femme et l'enfant, couple naturel, biologique, qui traverse les âges : image de l'harmonie ; tout enfance serait paradis, toute femme s'épanouirait en étant mère. Cependant, dans le monde moderne, chaque femme aurait à choisir entre cette « vocation » et sa participation au monde du travail. Il faut y regarder de plus près. Les chiffres commencent à être connus, mais les images sont tenaces.

L'économie ne peut se passer complètement des 8 millions de travailleuses qui font marcher une part importante de l'agriculture et de l'industrie, et la majeure partie du tertiaire (banques, PTT, hôpitaux, enseignement...), avec des salaires encore inférieurs de 34 % à ceux des hommes, et des postes peu qualifiés que boudent les travailleurs français. Toutefois, en cette période de crise, il serait intéressant d'en amener une partie à « choisir » librement de se retirer du marché du travail, (au moins pour quelques années), tout en utilisant les autres aux conditions que l'on sait, conditions satisfaisantes pour l'application d'un plan d'austérité. Mais il semble que, de plus en plus, les jeunes femmes ne considèrent plus leur travail comme un appoint à celui de leurs maris ; des femmes arrêtent de moins en moins souvent de travailler quand elles ont des enfants. Aussi faut-il mettre en place une politique subtile pour obtenir le freinage, sinon le renversement de cette tendance, certainement irréversible, à la « mise au travail » de la main-d'œuvre féminine.

Pour cela, un moyen vil, mais qui pourrait être efficace : le chantage à la maternité et son corollaire obligé : l'ignorance de la paternité dans l'organisation du travail (une circulaire ministérielle de juin 76 précise que seules les mères de famille peuvent, de manière générale, bénéficier des autorisations d'absence pour des obligations concernant les enfants).

Sur 2 400 000 enfants de moins de trois ans, plus de 800 000 ont des mères actives. Que font ces quelques 620 000 femmes de leurs bébés ? Elles ont à leur disposition à peu près 40 000 places de crèche collective, environ autant en classes maternelles ; les gardiennes, agréées ou non, libres ou en crèches

familiales, prennent en charge un peu plus de 15 % des enfants, le personnel à domicile 13 %. Reste environ 50 % de gardes plus ou moins identifiées, plus ou moins bénévoles (famille, voisines...). Si l'enfant est souffrant ? Rien n'est prévu, hors la garde par la mère. On ne manque pas, toutefois, de souligner l'absentéisme féminin, pourtant remis en cause par de récentes statistiques.

Ainsi, chaque femme est maintenue dans ce dilemme culpabilisant : « être chez moi, et abandonner mon travail ; ou condamner mon bébé à la médiocrité de gardes pour la plupart plus ou moins improvisées ». Elle est persuadée, par une intoxication savamment distillée à coup de caution pseudo-scientifique (les médecins, les psychologues), qu'elle porte pratiquement seule la responsabilité de l'équilibre affectif de son bébé, équilibre qui dépendrait de sa présence quasi-constante.

Quand on sait les fatigues de la double journée de travail — professionnelle et domestique —, la médiocrité des emplois généralement dévolus aux femmes, la modestie des salaires (les « smicards » sont surtout des « smicardes »), on comprend celles qui disent aspirer à rester chez elles. On oublie celles qui restent chez elles, mais voudraient travailler. Les unes et les autres expriment, dans ces souhaits apparemment contradictoires, le vécu difficile de la place assignée aux femmes par le système. Certes, toutes les femmes ne sont pas OS dans le textile. Les clivages de classe traversent la catégorie « femmes ». Mais, bien sûr, sont sur les plus défavorisées que pèse, le plus lourdement, un statut qui les amène à balancer entre métier et foyer, à croire qu'elles peuvent choisir alors qu'on choisit pour elles.

Le malheur est que la démystification du choix personnel, savamment entretenu à droite, n'est pas fait clairement à gauche. Il est temps de faire entendre un autre discours. Et d'abord de mieux cerner la misère de la politique en direction des moins de trois ans qu'on appelle toujours, d'ailleurs, mesures « en faveur des femmes ».

Dossier réalisé par Suzanne GOUFFIC ■

Françoise Giroud, alors secrétaire d'Etat à la Condition féminine, posait le problème en termes alternatifs : fallait-il créer un service public ? Fallait-il laisser la « liberté de choix » aux parents, mère au foyer, nourrices, crèches... Et d'expliquer les implications de chaque formule :

● La formule « service public ». C'est celle des crèches destinées aux enfants de 4 à 30 mois. En envisageant une place de crèche pour un sur deux enfants de moins de trois ans dont la mère travaille, il faudrait passer de 40.000 places à 400.000 ; en étalant le programme sur 5 ans il en coûteraient 6 milliards ; les frais de fonctionnement s'élèveraient (au plus bas) à 3,5 milliards annuels. Un quelconque 1 % à la charge des employeurs permettrait presque la couverture de cette somme. Solution crédible donc ?

Non, estime Françoise Giroud. Car, de nombreuses femmes parmi les 1,7 million de jeunes mères au foyer se mettraient peut-être dans ces conditions à chercher un emploi ; or avec la crise, ce n'est pas le moment ! Autre chose : les patrons des autres pays européens ne subissant pas cette « lourde charge », les patrons français seraient défavorisés dans la compétition internationale. Bref, la solution crèches est décidément trop chère.

● Alors, on examine la formule « liberté de choix ». Va-t-on rémunérer les femmes qui choisissent de rester chez elles ?

En raisonnant sur les 2.500.000 qui perçoivent le salaire unique, le

versement d'un salaire de mère de famille au SMIG, reviendrait à 30 milliards de francs 1975. En restreignant ce salaire aux seules mères d'enfants de moins de trois ans, il en coûterait encore 16 milliards ! La formule est impensable.

Reste une troisième solution : le statu quo quelque peu aménagé. A coup de complément familial — il est en train de voir le jour —, manipulable au gré du pouvoir et patronat présent à la gestion des caisses d'allocations familiales et le plafond sera fixé à un taux très bas : peu de familles en bénéficieront donc.

C'est le choix du gouvernement qui retape un système bâtard, fondé essentiellement sur les « nourrices » et les femmes au foyer, et en corrigeant les tares les plus criantes. La seule solution satisfaisante à la fois pour les mères et pour les enfants — celle des crèches — est reléguée au rang de pis-aller.

la mauvaise solution des « gardes nourricières »

Qu'implique d'abord pour ses trois principaux intéressés — la « nourrice », les parents, l'enfant — la solution des « gardes nourricières » ?

● Pour les « nourrices », désormais baptisées « aides maternelles », c'est un statut récent dont les « avantages » restent bien précaires :

— Sécurité sociale, retraite : les aides maternelles ont l'obligation



Photo D.R.

d'être assurées, mais à un taux qui rend le remboursement maladie minime, la retraite dérisoire.

— **salaires** : entre 10 F et 35 F par jour environ, avec souvent la mensualisation des frais ; le salaire serait fonction du SMIC, mais avec une totale imprécision par rapport aux différences de charges (jour, nuit...); les indemnités compensatrices en cas d'absence, les préavis en cas de départ... tout cela est soumis à des règles qui les rendront quasi inapplicables. Le risque de chômage sans indemnité persiste. Une plus grande surveillance de ces revenus peut entraîner une perte de l'allocation de complément familial, et des autres allocations soumises à plafond.

— **formation** : on reconnaît aux aides maternelles le « droit à... ». Jolie formule qui, dans notre système, n'engage à rien de bien précis.

● **Quant aux parents**, il leur en coûtera, pour deux enfants, environ 1.200 F de salaire auxquels s'ajouteront 143 F de cotisation et 100 F de congés payés et frais divers. Les nourrices sont peut-être, pour l'Etat, moins chères que les crèches ; pour les familles, c'est autre chose... L'allocation de complément familial sera loin dans les familles modestes de couvrir ces frais. Elle n'est du reste — sauf exception — pas déductible du revenu imposable. Et revanche, il faudra songer aux feuilles de paye, aux déclarations URSSAF... — paperasserie auxquelles il faut donner du temps et, encore, de la fatigue.

● **Les enfants enfin**, restent coincés entre deux femmes : leur mère qui doit travailler, et une autre femme, moins chanceuse (pas de formation professionnelle, chômage, pas de

au Moyen Age, déjà

L'histoire connue des « gardes nourricières » commence en France au XIV^e siècle. Une ordonnance royale fixe alors le salaire des nourrices — salaire (déjà) bloqué alors que les prix connaissent, au XV^e siècle, une longue période d'inflation.

La garde des enfants fait en ces temps naître un commerce lucratif pour les intermédiaires qui se chargent du transport des enfants. Commerce lié à la nécessité économique du travail, féminin alors que se développe l'urbanisation et que s'accroît la distance entre habitat et lieux de travail. Commerce cruel aussi, marqué de détournements de paiements, de substitutions et abandons d'enfants, d'une effrayante mortalité qui touche parfois jusqu'à neuf enfants sur dix pendant le transport.

Longue histoire muette qui se joue évidemment en termes différents selon le milieu social : gardes à domicile pour les « gosses de riches » (mais les nourrices sont séparées de leurs propres enfants) ; gardes proches de la ville où résident les parents pour les enfants de la bourgeoisie naissante ; gardes au loin, à la campagne, pour les enfants pauvres pour qui sont parfois instaurées des gardes collectives : les « maisons des couches ».

Les nourrices sont paysannes, femmes de petits commerçants ou artisans. Pour certaines, il s'agit d'un emploi qui permet un « salaire d'appoint » ; pour d'autres, d'un véritable métier. Pour toutes, d'une profession placée sous contrôle policier — contrôle auquel échappent les transporteurs.

garde pour ses propres enfants) qui choisit ce moyen pour joindre les deux bouts. La construction de la personnalité de l'enfant — le processus d'identification dit-on en termes savants — se fait plus difficilement dans ces conditions, on le sait (et l'on en tire argument, à tort, contre la crèche qui ne crée pourtant pas cette double « relation privilégiée » entre laquelle l'enfant est tiraillé).

la pire solution : femmes au foyer

Second pilier de la politique actuelle de la petite enfance, la formule de la femme au foyer (1) est, on le voit, la pire des solutions : pour les femmes auxquelles elle interdit définitivement toute perspective d'émancipation — même s'il peut paraître

paradoxal de se « libérer » en choisissant l'exploitation du travail salarié ; pour les enfants dont on sait maintenant qu'ils n'ont nullement besoin d'une présence constante de leur mère — au contraire : moins que le temps de présence de la mère près de l'enfant compte la qualité de la présence maternelle — qualité qu'use évidemment ce face-à-face de tous les instants générateur de tension pour la mère, d'angoisses pour l'enfant. Solution surannée aussi : les pouvoirs publics, les « experts » du Plan n'y croient plus. La volonté des femmes de travailler est désormais un fait irréversible. Ce qui n'empêche pas le pouvoir de jouer de toutes les recettes que permet un marché du travail « balkanisé » : le temps partiel, le travail intérimaire, le congé sans solde, à durée variable, sont proposés aux femmes comme de merveilleux moyens de concilier maternité et pro-

fession alors qu'ils ne sont qu'un piège pour maintenir les femmes dans leur rôle de « main-d'œuvre de réserve », les confiner dans des sous-métiers et les vouer à des « carrières » avortées.

le sabotage des crèches

Coincé entre la force des choses — la « mise au travail » des femmes — et son désir de freiner, en ces temps de crise et de chômage, l'arrivée des femmes sur le marché du travail, le pouvoir ne peut ni ignorer, ni favoriser, les besoins en crèches qui s'expriment. D'où le décret et la « circulaire Veil » de décembre 1975 sur les crèches collectives et leurs tarifs.

Grâce à l'effort de leurs personnels, les crèches, ont perdu, depuis une dizaine d'années, leur caractère de simple garderie, pour devenir des lieux d'éducation où l'on se préoccupe de l'éveil du petit enfant. La circulaire Veil tend à remettre en cause ces acquis pour rentabiliser les crèches ; autrement dit pour qu'elles coûtent moins cher à l'Etat et plus aux parents. Que dit-elle en effet ?

— Qu'il faut prévoir « un taux d'occupation élevé » : le nombre d'enfants inscrits doit être supérieur au nombre de lits.

— Qu'en ce qui concerne les admissions, il faut « apprécier les besoins réels des demandeurs » et mettre en place des assistantes sociales « susceptibles d'orienter la famille vers un autre mode de garde » ; ainsi « le nouveau texte donne toute facilité pour autoriser les nouvelles formes de gardes sous formes de mini-crèches, ou d'entraide réciproque ».

— Que « la périodicité des examens des enfants par le médecin de la crèche n'est plus imposée » : les normes sur la protection sanitaire sont donc apauvries.

— Que les vêtements des enfants de 0 à 2 ans, jusqu'alors fournis et blanchis par la crèche, soient désormais fournis par les parents et qu'« il importe que ceux-ci participent à l'entretien du linge ».

— Qu'il suffira pour le fonctionnement des crèches de « 50 % d'agents titulaires du certificat d'auxiliaires de puériculture » ; autrement dit, il est de moins en moins nécessaire d'être qualifié et formé pour s'occuper des enfants ; ce qui permettra d'ailleurs de rémunérer le personnel au moindre coût.

— Que les participations familiales « doivent être mensualisées pour éviter l'absentéisme des enfants inscrits pour des raisons de convenance personnelle » ; cette mensualisation s'accompagne d'une très forte augmentation des tarifs journaliers : de 29 à 37 F par jour, pour un revenu moyen de 1 800 F par membre de la famille. De plus, on pourra, en fixant assez bas les plafonds de ressources pour les augmentations de tarifs, diminuer, parmi les parents, les couches sociales qui peuvent être moteur de l'évolution des crèches, et des mouvements de défense qui s'organisent.

Notons, pour terminer, une mesure qui n'est pas négative, malgré son caractère démagogique : on admettra désormais les enfants malades et des handicapés, fort bien ; mais où sont

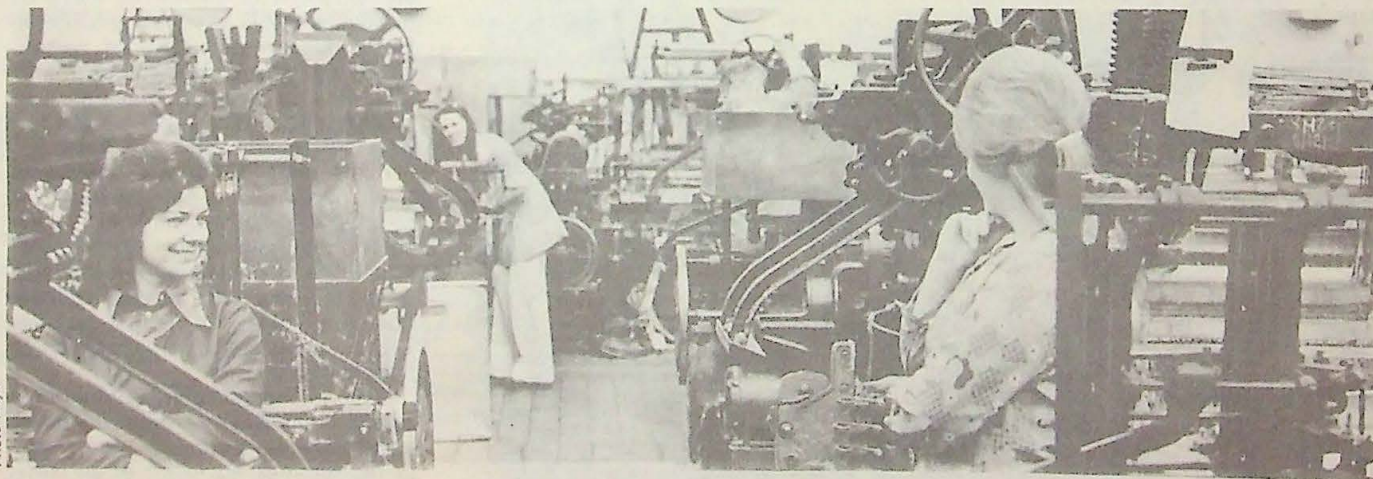


Photo Adja

histoire des crèches

Les systèmes des gardes collectives des petits enfants, dont on trouve quelques exemples avant la guerre de 1939, ont commencé à se développer en 1942, au moment où il fallait que les femmes remplacent les ouvriers partis en Allemagne au titre du travail obligatoire.

Ils se sont un peu développés après la guerre, lors de la période de reconstruction, puis de l'exceptionnelle croissance de la production que le monde occidental a connue. Cette croissance a nécessité une très forte augmentation des travailleurs salariés parmi les populations agricoles des pays non-industrialisés, et parmi les femmes. De 1962 à 1973, le nombre de femmes salariées, âgées de 20 à 34 ans,

s'est accru de plus de 100 000 par an. Pour permettre cette augmentation constante et alors nécessaire, les pouvoirs publics ont dû concéder quelques crèches collectives dans les zones de forte immigration, principalement dans la région parisienne, uniquement pour suppléer au manque de nourrices — les femmes étant utiles ailleurs...

Depuis 1974, la crise économique, le chômage entraînent la nécessité pour les pouvoirs publics (à l'inverse de ce qu'ils avaient fait précédemment) de freiner par tous les moyens les arrivées sur le marché du travail : blocage de l'immigration, campagnes en faveur de la femme au foyer et de l'éducation familiale du jeune enfant.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer le décret portant sur la modification des crèches collectives et la circulaire de décembre 1975 signée par le ministre de la Santé S. Veil, ainsi que les modifications très importantes des grilles de tarif intervenues en juin 1976 et les augmentations pour 1977.

Ces mesures tendent à réduire le coût des crèches en le faisant porter au maximum par les parents, afin d'affecter les fonds publics à des secteurs jugés plus rentables ; d'autre part, elles pourraient fort à propos dissuader les jeunes mères de travailler.

les locaux prévus pour les accueillir et les garder dans de bonnes conditions? Où est le personnel supplémentaire nécessaire?

les parents se rebiffent

Alors que les mesures qui touchent les nourrices ne donnent lieu à aucun mouvement (celles-ci vivent dans l'isolement qui caractérise les femmes au foyer); alors que le mouvement déclenché, de janvier à avril 1976, par les personnels et les directrices des crèches est quelque peu retombé, après avoir obtenu des satisfactions, pourtant très partielles, le mouvement des parents contre le sabotage des crèches collectives se développe et se structure.

Le 12 février 1977, à Paris, des délégués de parents d'enfants en crèches collectives, représentant des départements de province et de la région parisienne, ont, en effet, décidé de créer une « Fédération nationale des parents d'enfants en crèches collectives », fédérant les regroupements départementaux déjà existants. Ces regroupements ont, en général, trois origines :

- lutte des parents contre les augmentations des participations familiales survenues depuis 1975;
- actions contre les menaces de fermeture de crèches collectives et actions contre les carences dans leur fonctionnement;
- analyse et condamnation de la circulaire Veil de décembre 1975 et exigence de son abrogation :

« Les parents entendent, affirme la nouvelle Fédération, s'opposer aux augmentations de tarif qu'elles soient directes ou déguisées sous le couvert de mensualisation... L'éducation du

petit enfant dans les crèches collectives est un droit... D'ailleurs, à terme, les crèches collectives devraient être un service public gratuit pris en charge par l'Etat et ouvert à tous les enfants jusqu'à trois ans. Or, la volonté actuelle du gouvernement et de l'administration est, de toute évidence, d'évincer des crèches collectives, ceux qu'ils considèrent comme « des privilégiés » pour les transformer en garderies... Les crèches collectives sont un apport optimal pour le petit enfant; les parents entendent défendre et continuer à promouvoir et à améliorer l'action éducative des crèches collectives. Ils exigent par l'Etat, des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes, le maintien et l'extension de la prévention médicale... Ils pensent que pour exiger le maintien et le développement du ser-

vice public des crèches collectives, il faut l'abrogation de la circulaire Veil. »

Proposant de lutter de façon organisée dans les localités et, nationale-ment, en liaison avec les organisations de personnels et les organisations qui se réclament des intérêts des travailleurs, la Fédération envisage, en conséquence, des actions centrales auprès du ministère de la Santé et des caisses d'allocations familiales. Elle « appelle les parents des enfants en crèches collectives à se regrouper en associations, et à constituer des regroupements départementaux et à rejoindre la Fédération ».

(1) Cf. page 15 : Femmes : libre choix... de rester chez soi.

plaidoyer pour les crèches

Prenons garde. La bataille pour les crèches collectives, en soi, ne suffit pas. Elle n'est qu'un volet de la bataille pour le droit des femmes au travail. Droit qui a pour corollaire le droit, trop oublié, des hommes à être pères. Et ces droits complémentaires exigent, bien plus que la réalisation de nécessaires équipements collectifs, une véritable subversion de l'organisation capitaliste du travail ménageant aux hommes comme aux femmes du temps pour leurs enfants — et peut-être, pour ceux et celles qui ne sont pas parents, du temps pour les enfants des autres. Cela dit — qui est essentiel —, la défense des crèches collectives est, avant tout, un choix éducatif couplant éducation familiale et éducation collective. Comment ?

L'éveil à la vie, pour le tout jeune enfant, se traduit par la conquête progressive de son autonomie par rapport aux adultes; dans l'éducation

traditionnelle, cela passe par la mère et pratiquement elle seule, pour les tous premiers mois. Le passage du sein au biberon, du biberon à la cuil-



ler, l'apprentissage de la propreté, de la marche, du repas « tout seul », tout cela à travers la relation affective entre un enfant et une seule femme (la mère et la mère en double, la nourrice) n'a que trop tendance à dégénérer en tension, source de chantage affectif et a pour principale utilité sociale d'ancrer dès les premiers mois dans l'esprit de l'enfant la soumission à l'autorité, la culpabilité quand il transgresse le désir de la mère ou de la nourrice.

l'apprentissage en groupe

Les avantages de la crèche? Il y a d'abord la confrontation au groupe, le désir d'imitation qui permet à chaque enfant de progresser à son rythme, et non en fonction du seul plaisir ou déplaisir qu'il donne à sa mère. Il y a les agréments d'un cadre conçu pour l'enfant — mobilier à sa taille... —, une liberté d'initiative impossible en famille (jeux avec l'eau, peinture sur des panneaux, avec les doigts, piscine, bac à sable dans lequel on peut se salir...), l'obligation de partager ce qui appartient au groupe et non à l'enfant-individu. La crèche, c'est aussi la maison des enfants qui n'est pas celle des parents, un lieu où ils rencontrent leurs copains. Un lieu aussi où l'on découvre d'autres adultes que les parents : ces rapports de groupe à groupe (groupe d'éducatrices/groupe d'enfants) permettent une beaucoup plus grande souplesse et une réduction des tensions affectives; l'enfant ne se sent pas seul face à l'adulte; en cela, la crèche offre l'amorce des rapports nouveaux, que l'école, telle qu'elle fonctionne actuellement, annule.

Défendre les crèches, la prise en charge collective de l'éducation des jeunes enfants, est un choix politique, un choix de société :

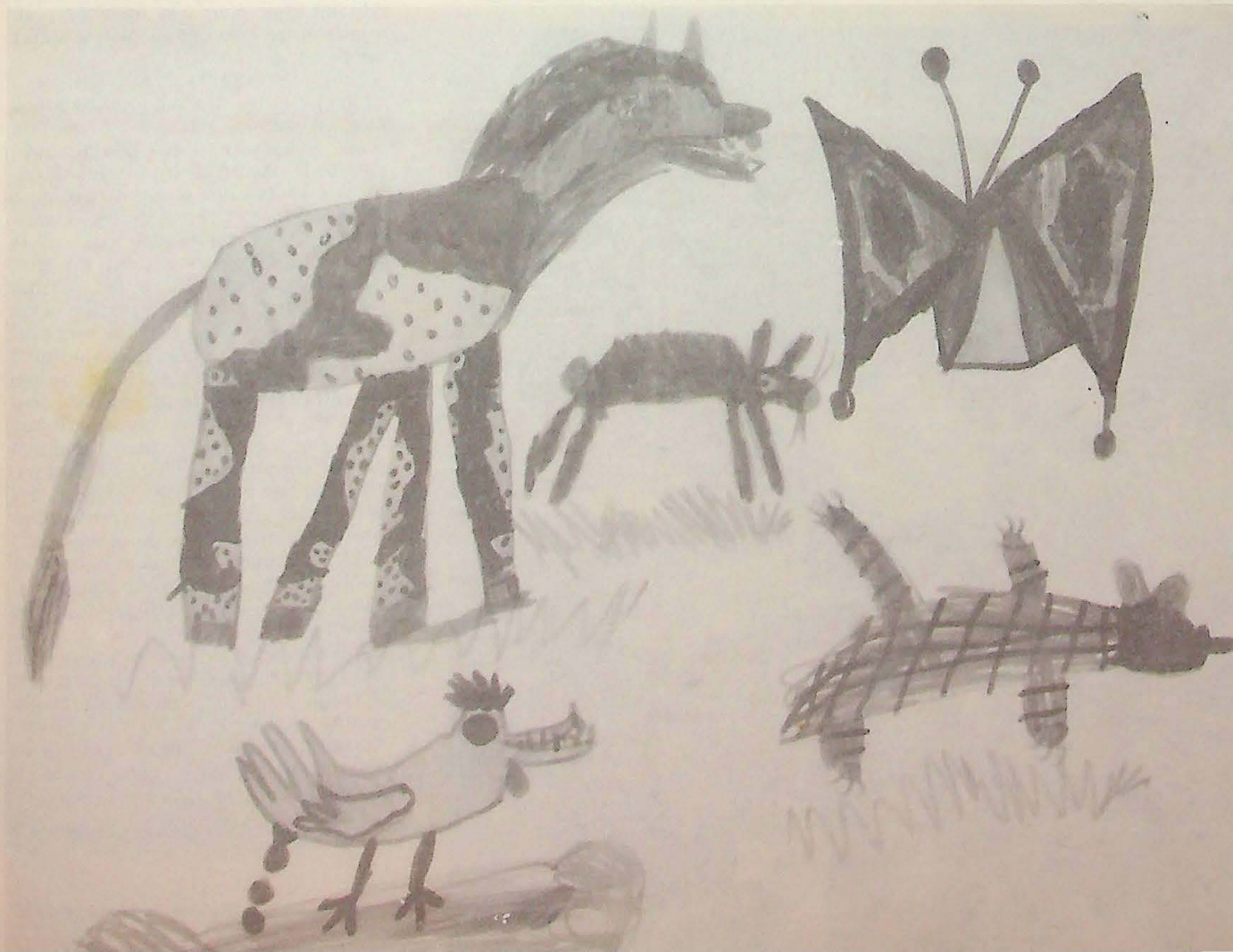
— ou bien les enfants sont soumis à une femme seule, car tout concourt à isoler les mères et les nourrices dans leurs murs, à les maintenir très largement hors de l'activité sociale collective et à les soumettre plus sûrement à l'idéologie qui leur est déservée à grands flots (radio, télé...); ce type d'éducation est le ciment de l'individualisme qui prend ainsi racine dès le plus jeune âge.

— Ou bien on a un groupe d'enfants face à un groupe d'adultes, alors, les crèches sont le moyen de faire prendre conscience de la dimension sociale de l'éducation des enfants dès le premier âge.

L'attaque de la droite contre le collectivisme, dans le récent débat de politique familiale à l'Assemblée nationale, et qui visait justement les crèches, témoigne de la cohérence idéologique de la bourgeoisie face à ces problèmes.

changer les crèches

La crèche collective, devenue une structure éducative à défendre énergiquement, est-elle un paradis? Non. Il est nécessaire aussi de l'aménager



en profondeur sur plusieurs points. La crèche doit s'ouvrir au monde extérieur, permettre aux enfants de sortir (pourquoi les auxiliaires n'emmèneraient-elles pas les enfants par petits groupes chez les commerçants, dans les parcs? accueillir des gens de l'extérieur qui ont quelque chose à apporter aux enfants (moniteurs de marionnettes...). A l'intérieur de la crèche même, il faudrait décloisonner les âges, permettre aux plus grands d'aller et venir entre le jardin d'enfants et la crèche (par exemple pour porter aux plus petits le produit de leur création: gâteaux, colliers...). Des essais ont été faits dans ce sens et semblent probants.

En ce qui concerne le personnel des crèches, l'absence d'hommes montre que l'éducation des petits reste encore, malheureusement, l'apanage des femmes. Ce personnel n'est pas, comme les parents ou les nourrices, muni de sa seule bonne volonté; il serait intéressant que la formation première qui lui a été donnée puisse être complétée par des confrontations d'expériences diverses, et plus généralement par tout ce qui leur apparaîtrait nécessaire pour mieux accomplir leur tâche; ceci implique qu'ils puissent organiser eux-mêmes cette formation complémentaire. On peut remarquer,

à ce sujet, que la structure hiérarchique de la crèche fait de la directrice la source presque unique des initiatives, heureuses ou malheureuses, qui peuvent s'y prendre.

Enfin, toutes les ruptures potentielles que la crèche porte en elle que nous venons d'évoquer, ne sont pas toujours reprises au niveau d'échanges collectifs entre les parents et le personnel. Leurs bienfaits ne sont pas toujours perçus, ni par les parents, ni par les puéricultrices elles-mêmes: l'idéologie familiale traditionnelle imprègne la crèche (la formation des personnels n'y échappe pas) cette idéologie est encore très peu remise en question par le personnel et les usagers. Les normes répressives en matière de sexualité, de propreté notamment, y prédominent souvent.

Défendre énergiquement et tout de suite les crèches collectives, menacées dans leur qualité et leur fonctionnement par la circulaire Veil, alors qu'elles sont à l'heure actuelle le seul mode de rupture réel avec l'éducation traditionnelle: oui. Mais aussi, et à travers cette défense même, leur donner toute leur dimension de service public de la petite enfance et en corriger les défaillances: telle est la double orientation de la bataille que nous devons mener.

crèche sauvage, maison des enfants

L'idéologie traditionnelle annule encore trop souvent, à l'intérieur de la crèche même, ce qu'elle recèle de potentialité subversive. Le mouvement des crèches sauvages montre à bien des égards comment lutter contre ce défaut. L'expérience d'un groupe toulousain est éclairante.

Nous avons démarré comme tous ceux qui ont organisé des crèches sauvages: en ayant un enfant, pas de grands-parents ni de crèches à portée de mains, quelques idées sur la façon d'élever les enfants, c'est-à-dire pas tout seul, ni entre papa-maman, ni chez une nourrice. Nous avons commencé chez l'une et chez l'autre, à trois, enfin à six, trois enfants, trois nanas, dont une rémunérée. Nous avons essayé de «recruter» et de trouver un local indépendant. L'assistance sociale du coin s'est montrée intéressée, mais ne nous a envoyé personne... Nous avons quand même réuni six ou sept enfants, trouvé un local indépendant — garage aménagé avec jardin —, une permanente à mi-temps, et un roulement, mixte cette fois, et une péréquation des salaires, les revenus des parents étant inégaux.

Nous n'avions pas de projet éducatif bien défini, mais un consensus commun d'éducation anti-autoritaire, et nous discutons ensemble des problèmes des enfants: difficultés au niveau de la séparation d'avec les parents, agressivité, intégration au groupe, relations entre les enfants entre eux, les enfants et les adultes.

premiers pas

Première année «sympa». Mais, l'année suivante, le petit noyau initial avait envie de mettre davantage en

commun. Cette fois, il y avait une quinzaine d'enfants (deux groupes d'âges différents: avant et après la

marche), le même fonctionnement mais déjà une longue pratique commune au niveau des plus grands, ce qui a permis des discussions souvent difficiles mais souvent fructueuses.

Un exemple? Les arrivées matinales ne se passaient pas sans pleurs. Puis les enfants avaient chacun trouvé leur solution: un biberon, une petite auto, une poupée, un foulard, une sucette, bref, un fétiche rassurant. Au cours d'une réunion sur les jouets, cette pratique a été remise en cause: pourquoi se servir d'objets pour régler les problèmes affectifs, pourquoi fixer les enfants sur des objets, objets d'ailleurs qui provoquaient dans la journée des petits drames de possession. Il a été décidé de supprimer tous les jouets pendant une semaine, de ne laisser que bois, coussins et peinture, et d'observer ce qui se passait. Et bientôt, les enfants ont inventé davantage de jeux collectifs.

On a discuté aussi du «maternage», de l'autonomie des enfants, de l'intervention de l'adulte, du «pot» et de la sexualité.

la maison des enfants

Bref, après un bilan de l'année, un grand débat sur la famille et la mise en commun des projets de chacun. Une douzaine d'adultes, après bien des conflits, hésitations et angoisses, se retrouvent pour l'organisation d'une «maison des enfants» aménagée pour huit enfants — cinq enfants et trois filles, deux petits de 2 ans, et les autres entre 3 et 5 ans —, ouverte nuit et jour, et proposée comme une alternative à la famille. Il y a une pièce pour la nuit, avec une grande plate-forme de matelas, de coussins partout, pour que chaque enfant y fasse son nid, une salle de jeu où dorment les adultes, une



salle à manger, une baignoire, un jardin et un poulailler, plus des dépendances utilisables l'été.

Une nouvelle organisation: pas de permanent mais seulement deux adultes — parents ou copines s'intéressant au projet. Par économie. Mais surtout pour éviter de se décharger sur quelqu'un de disponible et de «payé pour ça». Une participation de 300 F par mois qui couvre le fonctionnement de base (loyer, chauffage, bouffe) pour éviter une trop grande dépendance par rapport à ceux qui ont du fric.

Pour l'inauguration, en octobre, on a fait une fête. Mais nous n'étions pas tous d'accord sur la marche à suivre: fallait-il ou non laisser les enfants seuls, dormir dans leur maison? Aujourd'hui au bout de quatre mois, la plupart y reste les 3/4 de la semaine, parfois l'un d'eux demande qu'on le ramène le soir chez lui.

La principale activité? Il y a eu surtout l'investissement de la maison par les enfants et la constitution du groupe (rapport de forces, d'exclusion, de douceur, de grand amour). Beaucoup d'activités motrices: on saute sur les lits, on fait des glissades, on invente des jeux, les bains et les inondations, le feu et la cheminée, la terre et la peinture (plutôt maquillage et fresques sur les murs, que fresque artistique)... Les enfants, ils s'occupent la plupart du temps entre eux. D'autant plus que les adultes ont fort à faire avec le ménage, la cuisine, la lessive, et le cahier de bord où est consigné le déroulement de la journée, les activités, le comportement des enfants et les règlements de comptes des adultes. Pour l'instant, on n'est pas très au clair pour des activités plus intellectuelles ou pédagogiques qu'on laisse en veilleuse.

Voilà; les enfants s'y trouvent bien. Et les parents... il y a autant de mecs que de nanas, possible grâce aux nuits, mais surtout aux boulots souples de la plupart. Les parents «dénaturés» sont assez contents de leurs relations avec leurs enfants, davantage fondées sur l'envie que sur la nécessité; même si c'est crevant, c'est agréable de faire les permanences, et c'est bien agréable aussi d'avoir sa vie à soi. Certains ont plus clairement choisi pour leurs enfants la «maison des enfants», comme lieu de référence privilégié. Ils vont leur rendre visite souvent puis repartent à leurs occupations; pour d'autres (comme moi) il y a deux lieux séparés: la semaine, la maison des enfants, chacun vit de son côté; et les grandes retrouvailles du week-end.

Et l'avenir? Vie plus collective, école parallèle ou école plus structures collectives? Ça dépendra... des enfants sans doute, mais aussi du choix des adultes, de ceux qui ont fait déjà des ruptures par rapport à la société, au boulot, au couple et des autres plus intégrés. Bien sûr, d'une certaine manière, notre expérience est élitiste. Mais nous pensons qu'elle n'est pas sans enseignement. (A suivre.)

Correspondance ■



Photo AFP

les exclus de l'intérieur

femmes : libre choix... de rester chez soi !

Train de mesures « en faveur des familles, des femmes et des enfants », nous dit-on, ces temps-ci : le conseil des ministres adopte le principe de la nouvelle « allocation de complément familial » qui regroupe allocations de salaire unique, de femme au foyer et de garde des enfants et sera versée, selon un plafond de ressources, aux familles comptant un enfant de moins de trois ans ou trois enfants et plus. S'ajoute pour les femmes mères de famille l'ouverture d'un droit à un congé sans solde de deux ans, sans rupture de contrat.

Que penser de ces « faveurs » ? Qu'elles visent en fait un double objectif :

— Relancer la politique nataliste : c'est l'histoire des « trois enfants et plus », alors que la tendance des couples est actuellement de limiter à deux le nombre de leurs enfants.

— Inciter un nombre plus important de travailleuses à « choisir librement » de rester à la maison : le plafond de ressource institué (4 700 francs par mois pour une famille de deux enfants dont les deux parents travaillent) est calculé pour dissuader de travailler les femmes des milieux modestes. Les couples savent calculer : 1 500 francs de dépense pour faire garder — en crèche ou en nourrice — deux enfants, les frais de transport, le risque de perdre certaines allocations soumises elles aussi à un plafond de ressources ou de franchir une

tranche de revenus fiscale, la fatigue de la double journée... tout compte fait, la femme aura « intérêt » à rester chez soi ! D'autant que le congé sans rupture de contrat de travail — dont l'application réelle en période de récession est fort problématique — donnera l'illusion d'une certaine sécurité d'emploi. Et, bien sûr, les femmes les plus défavorisées seront les premières tiraillées par les tentations du « libre choix »... de rester chez soi.

Rien de changé en somme dans la politique familiale. Si le Plan et le gouvernement enregistrent bien le caractère irréversible de la « mise au travail » des femmes, c'est pour mieux en contrarier les effets : les travailleuses restent plus que jamais ce volant de main-d'œuvre où l'on puise ou non selon la conjoncture.

En débat aussi à l'Assemblée nationale : le statut des « auxiliaires fami-

liales » — des nourrices. Main-d'œuvre non qualifiée, sans emploi réel, utilisés pour garder, aux moindres frais pour l'État sinon pour les familles, les enfants de celles qui n'auront pas le choix de ne pas travailler (1 travailleuse sur 4 est seule avec des charges de famille). Nous reparlerons de ce projet de statut dans un prochain dossier sur la politique de la petite enfance.

Suzanne GOUFFIC ■

un « espace — femmes » à Paris ?

« Un espace-femmes » est en vue à Paris. Il sera ouvert à toutes les femmes en lutte contre leur oppression, sans exclusive aucune, et animé par un collectif de femmes. Le collectif ne se veut lié à aucun groupe particulier du mouvement, quelle que puisse être l'appartenance de chacune. Les comptes seront ouverts au contrôle de toutes les femmes fréquentant la maison, sans exception.

Deux conditions cependant pour rejoindre le collectif : accepter de soutenir le collectif financièrement pendant un an, chacune fixant sa quote-part suivant ses possibilités, toutes les voix étant égales dans la prise des décisions ; demeurer neutre, en ce qui concerne spécifiquement le collectif de la maison des femmes, par rapport aux divisions internes du mouvement.

Pour contacter le collectif : réunion tous les mercredis à 21 h, 41, rue des Bourdonnais, métro Châtelet ou Halles. Chèques ou mandats à l'ordre de Association « La bocale », chez : Geneviève Megy, 42, rue Albert-Thomas, 75010 Paris. ■

la plus haute des solitudes...

« Tu crois, toi, qu'un travailleur émigré ou autre a le temps de vivre ? Il a juste le temps de fabriquer des images ; des images qui finissent par l'étrangler dans son sommeil ». C'est l'une des innombrables phrases-phares qui éclairent le petit roman de Tahar ben Jelloun : *La Réclusion solitaire*, paru chez Denoël. Entre rêve et réalité. Où surgissent la solitude, le racisme, l'humiliation, la violence, la misère sexuelle : le lot de l'exilé. Itinéraire d'un expatrié parmi tant d'autres qui choisira peut-être de « rentrer au pays car politiquement c'est une bonne chose ». Ce livre est en fait la version « poétisée » d'un essai du même auteur : *La misère sexuelle des travailleurs nord-africains en France ; la plus haute des solitudes*, qui doit incessamment paraître aux éditions du Seuil.

C. HERVE ■

Arenc : chut !

Préparé depuis longtemps, largement popularisée par de nombreuses réunions d'information, la marche organisée à Marseille par le Collectif d'information sur la prison d'Arenc n'a pas eu lieu le 26 mars. Motif ? L'interdiction, le 25, de cette manifestation, que le collectif n'a pas osé transgresser par crainte de faire courir, notamment aux travailleurs immigrés, des risques sur lesquels il n'était plus temps de les consulter.

L'annulation de la marche n'a pas dissuadé la police d'intervenir et d'interpeller les militants qui distribuaient des tracts d'information. Jusqu'où le pouvoir ira-t-il pour défendre l'illégalité dans laquelle il se trouve ? Le collectif appelle l'ensemble de la population à se mobiliser pour obtenir la fermeture de cette prison clandestine et l'inculpation des responsables (1) ■

(1) Pour information et soutien écrire au Collectif Arenc, 2, rue Ph. de Girard, 13001 Marseille ; ou section Marseille du PSU, 13 bld Maurice Bourdet 13001 Marseille.

el Hadiya (« le cadeau »)

Un film en 16 mm. 55 minutes sur la vie quotidienne des travailleurs immigrés à Nice, Marseille, Paris, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Roubaix, Tourcoing et sur leur participation à la lutte syndicale lors des grèves du Joint-Français à Bezons et de Chausson à Gennevilliers et Asnières.

A la disposition de toute association ou comité d'entreprise qui en fait la demande à Hanana Habid, 112, avenue Parmentier, 75011 Paris. ■



Photo Collombert

Tant qu'on a la santé

Sécurité sociale : le vrai débat

Au risque de déplaire, il n'est pas possible de réduire le débat sur la Sécurité sociale, la lutte contre les mesures gouvernementales à ce qu'ils sont en ce moment, même dans les milieux syndicaux-ouvriers ou dans les partis politiques de gauche. Sans doute, la contestation actuelle n'est pas sans intérêt ; le plus important dans l'affaire, c'est qu'elle pose le problème de la Sécurité sociale dans son ensemble et qu'elle offre l'occasion d'aller au fond des choses. Qu'est-elle devenue ? Que veut-on en faire par rapport au projet de 1945 ?

On veut tout simplement la détruire ; déjà un grand chemin est parcouru : la redistribution des revenus, les transferts sociaux ne dépassent pas 7 %. La solidarité devant le risque maladie, accident, est altérée chaque jour davantage par une série de mesures ponctuelles avec le projet publiquement déclaré (par le CNPF et le gouvernement) de la supprimer et de la remplacer par l'individualisation du risque.

Sur les mesures annoncées à grand fracas, une première remarque s'impose : le recul. La « Grande Réforme » se réduit à une série de mesures administratives ou gestionnaires qui sont supposées réduire le « déficit » de deux milliards et rétablir l'équilibre pour 1977, à quelques centaines de millions près. Cela amène une autre remarque. Où sont donc passés les dix ou vingt milliards de déficit qui, en 76-77, devaient ruiner l'économie du pays ? Malgré le profit réel, au niveau de l'opinion, que le pouvoir avait retiré de son matraquage sur les « abus », il a dû y renoncer. Les abus, immenses, sont ailleurs ; ils sont de nature institutionnelle, politique.

ticket modérateur et « responsabilisation »

L'une des mesures prises par Mme Veil va clairement dans le sens du grand projet : le doublement du ticket modérateur sur un millier de produits. C'est un test. Pourquoi demain ne mettra-t-on pas à la charge des assurés d'autres produits ? Produits accessoires, voire inutiles. Pourquoi les laisser fabriquer ? Pourquoi la commission Couturier ne les raie-t-elle pas de la liste officielle ? Ils seront toujours prescrits par les médecins et achetés ; ils sont les plus fructueux pour l'industrie pharmaceutique.

L'autre grande découverte de Mme Veil, qu'on entendait chuchoter partout, c'est la « Responsabilisation » : lisez, les profils des médecins, des malades, des familles, des accidentés. Il existe un moyen, un seul, honnête, de responsabiliser les assurés : c'est de leur confier la gestion des fonds de la Sécurité sociale ; ils sont le fruit de leur travail quotidien ; une ponction sur leur revenu, inversement proportionnelle à ce revenu, eu égard au plafonnement des cotisa-

tions. Sur ce thème, silence absolu. Silence qui dépasse d'ailleurs largement les sphères du pouvoir ou du CNPF.

Ces profils iront s'ajouter aux nombreux fichages qui de plus en plus enserrant tous les aspects de notre vie quotidienne. Ces deux mesures prises par le gouvernement sont les deux seules claires et significatives d'une démarche que seules les élections de 1978 ont freinées. Le reste n'est rien et les modalités d'application ne sont même pas ébauchées.

Puisque tout le monde fait semblant de croire que la gauche a déjà gagné lesdites élections de 1978, c'est peut-être le moment de rappeler ce que voulait, peut et doit être la Sécurité sociale, les institutions qu'elle finance, qu'elle suppose, sans aucune espèce de démagogie. La redistribution des revenus passe par le déplafonnement des cotisations ou par la fiscalisation.

sans démagogie

Le secrétaire national du PSU observait récemment que, malgré ses carences, la voie de l'impôt sur le revenu restait la moins injuste. S'il faut changer la base de calcul de la retraite des cadres, on le fera ; à cette occasion, on pourrait se demander, aussi, pourquoi les cadres ont un système de retraite particulier ; également, on pourrait, en cette circonstance, parler un peu de la hiérarchie des salaires, sujet tabou dans tous les milieux. La mesure la plus élémentaire, en ce domaine, consiste à conserver au malade, au blessé son revenu habituel. Des millions de salariés dans ce pays ont un salaire allant de 1 500 à 2 500 francs par mois. Comment peuvent-ils vivre avec la moitié de ces sommes alors que leurs dépenses augmentent nécessairement pendant la maladie ? On pourrait dire la même chose de millions de

retraités qui vivent en silence au confins de la misère. Essayez de vivre avec six cents, huit cents, mille francs par mois après avoir payé un loyer ; le silence en ce domaine n'est pas le seul fait du CNPF.

On peut, ici, faire une remarque analogue au sujet des prestations familiales. S'il est vrai que l'équilibre démographique du pays est menacé, comme on voudrait le faire accroire, cause de l'insuffisance de ces prestations, d'autre part, faute de structures d'accueil pour les enfants ; sans parler de leur insécurité pour l'avenir. On en pense ce que l'on veut mais il faut savoir que la limitation volontaire des naissances n'est pas liée à l'usage de la pilule, du stérilet ou du diaphragme comme on voudrait le faire accroire mais à ces réalités matérielles de la vie quotidienne où l'on tend à gommer cette solidarité qui était l'idée première de la Sécurité sociale.

Dans le domaine des prestations ou de vieillesse, tout se règle par décisions administratives et reste de ce fait à l'arrière-plan. Dans le domaine de l'assurance-maladie, CNPF et gouvernement ne sont pas entièrement maîtres du jeu. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de l'attaque actuelle, préparée de longue date, réétudiée à la suite de la panique causée par le résultat des élections. C'est peut-être, sûrement, une raison de plus pour que la gauche prépare les mesures destinées à faire de la pro-



Le 21-5-73. Grève des employés de la Sécurité sociale devant le centre de la rue de la Durance (Paris XII^e).

tection de la santé, un véritable service public alors qu'elle obéit actuellement aux lois de l'économie marchande.

Bien que ce ne soit pas le but recherché ici, on s'apercevrait peut-être que c'est le meilleur moyen de faire des économies dont tout le monde parle. Un certain nombre de mesures s'imposent à l'évidence.

des mesures qui s'imposent

La médecine libérale (que signifie ce mot ?) doit disparaître. L'ensemble des consultations et des visites des médecins libéraux ne représente sans doute que 6 % environ du budget de l'assurance-maladie, mais 80 % de ce budget découle des prescriptions de ces médecins travaillant dans un système marchand, concurrentiel. Ils doivent assurer la conservation de leur patrimoine de leurs PME; les appels répétés à d'innombrables et coûteux examens ne seront souvent que des mesures de sécurisation pour eux-mêmes; d'autant plus que leur préparation est souvent sans rapport avec leur future pratique. Les cinq mille généralistes qui sortent annuellement de la Faculté ont, en principe, au cours de leurs sept années d'études, passé six mois dans un service de médecine générale, souvent fortement orienté vers une spécialité.

Ce qui pose le problème des études médicales. On fait semblant d'ignorer que la formation d'un médecin implique des études et un apprentissage « sur le terrain ». Mais cet apprentissage remet en cause le monopole des mandarins hospitalo-universitaires créés par la réforme du père de Michel Debré, farouchement défendue par le SNE-Sup.

Le système libéral, qu'on a essayé de disséquer dans le *Requiem pour une médecine* (1), en est venu à fonctionner pour ses besoins endogènes beaucoup plus que pour ceux qui font appel à lui. Il ne sert à rien de moraliser. Les médecins libéraux sont de petits entrepreneurs qui doivent investir, amortir, rentabiliser, se verser un salaire. Pourquoi renonceraient-ils, à l'occasion, au profit? La garantie de survie donnée à la médecine libérale par les partis de l'Union de la gauche laisse rêveur. Que ne ferait-on pas pour faire plaisir aux grands électeurs!

L'hôpital devrait être un lieu de séjour bref, réservé aux investigations, aux interventions lourdes, avec des plateaux techniques planifiés. C'est une entreprise comme une autre, qu'il faut rentabiliser. Les consultations externes sont faites pour « recruter » des pensionnaires. Si cela ne suffit pas on fait appel à la

« collaboration » des libéraux pour combler les vides. Le financement par le prix de journée est dénoncé depuis 20 ans par tout le monde. Peu importe, la Sécurité sociale paiera : cinquante deux milliards environ en 1976 (sur environ cent milliards de son budget total). Qu'on ne s'étonne pas si des hospitaliers sérieux, désabusés, écrivent sans être démentis que 75 % des hospitalisés n'ont rien à faire à l'hôpital.

L'industrie pharmaceutique, elle aussi, travaille pour ses besoins propres. L'information qu'elle prétend diffuser, se réduit au marketing, au matraquage publicitaire. Sa tâche est grandement facilitée par l'absence d'information pharmacologique des personnels de santé. La recherche dont elle se flatte sans cesse n'a pratiquement rien apporté de sérieux depuis quinze ans, sauf à commercialiser pour son profit les apports des laboratoires universitaires. On peut dire la même chose des innovations technologiques; elles relèvent de l'intérêt propre de l'industrie et tendent toujours à accentuer le caractère marchand de l'institution médicale, avec, bien entendu, la complicité offerte ou achetée de cette dernière.

ces dépenses qu'on ignore

Les causes de ce qui est appelé maladie, n'intéressent pas les comptables critiques de l'assurance-maladie. Les rythmes de travail, les cadences, les bruits, le travail posté, les maladies professionnelles, les deux à trois millions d'accidents du travail annuels, la réadaptation, le chômage sont ignorés dans la formation des dépenses de la caisse maladie. C'est peut-être en ce domaine qu'il faudrait faire des études « coûts et profits ». Si les comités de chômeurs ont peu d'adhérents, en revanche ils défilent de plus en plus nombreux chez les psychiatres, pour ne prendre que cet exemple.

Le cadre de vie est aussi un grand fournisseur de l'institution médico-sociale. Les difficultés de logement, les transports impossibles, l'isolement, l'ennui, l'impossible détente, l'insécurité matérielle et morale, amènent chez le médecin et le pharmacien plus de monde que les affections organiques. De même l'absence de services sociaux, d'équipements collectifs et le déracinement. A propos de ce dernier, grand fournisseur des psychiatres, le monde politique devrait réfléchir sur la contradiction entre « vivre au pays » et « maintien de l'emploi sur place », contradiction toujours esquivée.

La prévention primaire liée à tout ce qui précède est inexistante. Les hospitalo-universitaires seraient terriblement surpris si quelqu'un leur

rappelait que la loi hospitalière leur en confie la charge. Passons...

L'information sanitaire, passage obligatoire de la démedicalisation et de la démythification de la médecine, est aussi un facteur « d'économies ». Une étude du CREDOC montre que lorsque une famille arrive à compter six ou sept personnes, la consommation médicale moyenne « s'effondre ». La simple auto-information recueillie sur le tas, a donné ce résultat. Qu'en serait-il d'une information globale de la population?

En réalité, toute cette désespérance officielle sur le coût de la santé ne vise pas à réduire telle ou telle consommation qui assure de confortables profits à des couches sociales alliées du pouvoir mais, tout simplement, à les faire assumer individuellement. Ce n'est pas par hasard si l'on voit fleurir dans la grande presse toutes sortes de publicités des compagnies d'assurance offrant des couvertures-maladie, accidents, et, de plus en plus, des revenus de remplacement en cas de maladie.

Il n'est pas question dans le cadre de ces réflexions, rapidement formulées d'avancer des propositions d'ensemble. On peut, cependant, signaler quelques points de départ.

● La société capitaliste n'a aucun intérêt à réduire « les coûts de la santé » dont elle tire grand profit.

● Les élections de 1978 quel qu'en soit le résultat ne régleront pas le problème de santé sans une rude bataille.

l'hospitalo-centrisme

L'hospitalo-centrisme est condamné partout. La prévention, les soins, l'information médico-sociale doivent être regroupés dans de petites unités insérées dans les quartiers, là où les gens vivent et travaillent. L'hôpital est un système de recours en complément. La spécialisation outrancière destinée à assurer le confort matériel des médecins est une absurdité. Il faut remettre le système sur ses pieds alors qu'il repose sur sa tête.

Le système libéral, concurrentiel et marchand de la distribution des soins doit disparaître totalement. Son maintien, même très limité, serait néfaste.

Confondre santé et médecine, comme on feint de les confondre, ne vise qu'à éviter les difficultés de la vie quotidienne en grande partie liées à la vie sociale actuelle.

Dr Gabriel GRANIER ■

(1) Requiem pour une médecine, collection « points chauds », éditions Syros, 232 p., 24 F.

week-end Ascension 19-22 mai

METTEZ-VOUS AU VERT...

A 1 300 m d'altitude, dans un minuscule village du haut plateau ardéchois.

Pas de télé, pas de téléphone, pas de journaux, pas de pollution (plus proche usine à 50 km)... Mais une équipe qui vous fera faire du vélo, de la randonnée pédestre, du volley...

Bonne bouffe paysanne. Seulement 18 lits.

250 F tout compris, même le pinard, à volonté.

Inscription avec 50 F d'acompte à

Association LA BURLE, 07510 Usclades

ARVEL

DECOUVERTE DE L'ALGERIE

Juillet et août

3 voyages animés par un permanent de l'UGTA

Programme complet sur demande à :

ARVEL 12, bd des Brotteaux, 69006 LYON

Tél. : (78) 52-56-48

et pourtant elle tourne...

Zaire : l'improbable complot soviéto-cubain

A force de vouloir décrypter les soubresauts de l'Afrique à travers nos grilles occidentales, les moyens d'information, et, malheureusement aussi, les milieux politiques, en arrivent à affirmer avec une tranquille assurance toute une série d'élucubrations qui sont sans aucun rapport avec une réalité africaine beaucoup plus prosaïque. La dernière affaire zaïroise en fournit le meilleur exemple.

Mobutu = Occident ; donc attaque contre Mobutu = agression soviéto-cubaine par l'intermédiaire d'un Angola satellisé. Et tout le monde de s'engouffrer dans cette analyse simpliste fondée sur une paranoïa des Cubains de plus en plus à la mode. Alors posons quelques questions.

Pourquoi l'armée zaïroise, une des plus fortes du continent noir puisqu'elle compte officiellement 65 000 militaires, a-t-elle été incapable de contenir l'attaque de combattants ni gendarmes ni katangais dont Kinshasa a lui-même reconnu que le nombre ne dépassait pas 5 000 ? Pourquoi le meeting de soutien au régime, organisé en hâte à Kinshasa, s'est-il déroulé dans un silence de mort et a-t-il rencontré si peu d'écho que la troupe a été obligée de boucler les sorties pour empêcher l'assistance de partir ? Pourquoi le Zaïre a-t-il été promu, depuis quelques mois, au rang peu enviable de « zone d'investissement à hauts risques » ? Pourquoi un certain nombre de capitales occidentales, à commencer par Washington, ont-elles multiplié depuis deux ans les contacts avec l'opposition zaïroise pour la pousser à s'unir afin de constituer une alternative crédible au régime Mobutu ?

« ce n'est pas un État, c'est un hold-up »

La vérité oblige à dire que les racines de la crise zaïroise sont ancrées dans la déroute du régime Mobutu et la vitalité nouvelle d'une opposition grossie par la montée du mécontentement et revigorée par les perspectives nouvelles que lui ouvre l'indépendance de l'Angola.

L'État zaïrois est pratiquement incapable de faire face à ses échéances financières. Son endettement extérieur est tel qu'il lui faudrait pendant quatre ans cesser toute importation pour dégager un montant de devises suffisant pour rembourser les seuls intérêts de sa dette. Le taux moyen de l'inflation dépasse 60 %. Le PNB a régulièrement décliné de 20 % depuis 1971. Les recettes de l'État ne couvrent que 71 % de ses dépenses et l'encours de la dette publique intérieure représente près de 70 % d'un budget ordinaire. En sept ans, la monnaie nationale a perdu 74 % de sa valeur sur le marché des changes. Le chômage recensé a crû de 32 % depuis 1973. Les revenus réels des

travailleurs salariés ne sont aujourd'hui que les trois quarts de ce qu'ils étaient en 1965.

Les raisons de ce désastre économique ? Le pillage du Zaïre par les investisseurs occidentaux, pillage aggravé par la course au profit effrénée d'une classe compradore naissante se situant dans la mouvance du Parti unique et du chef de l'État qui donne lui-même le meilleur exemple puisqu'il est aujourd'hui l'homme le plus riche d'Afrique.

Les signes d'un mécontentement populaire se multipliaient. Mobutu a voulu redorer son blason en se lançant, aux côtés des adversaires du MPLA, dans une intervention ouverte en Angola qui s'est terminée par une déroute. Une bonne partie de l'armée, qui détient le monopole du pouvoir depuis près de douze ans, n'a pas pardonné Mobutu d'avoir ainsi révélé les tares de cette force d'opérette. L'impopularité du régime était à son comble. « Ce n'est pas un État, c'est un hold-up » lançait un diplomate en poste à Kinshasa. Pour l'Occident aussi il était plus que temps de tourner la page Mobutu. Sa chute ne posait pas de difficultés majeures. Mais à quelle équipe remettre le pouvoir ?

L'opposition zaïroise n'a toujours pas surmonté toutes les divisions nées de l'histoire d'une décolonisation hâtive. En ne laissant jamais une véritable lutte de libération nationale se développer, le colonisateur a réussi à privilégier dans la vie politique du Zaïre l'expression des forces ethniques vis-à-vis du fait national, et l'adhésion populaire à une pléiade de leaders charismatiques vis-à-vis d'une forme moins traditionnelle d'organisation politique de masse. L'opposition est donc éclatée en une multitude de forces régionales dont certaines, comme les gendarmes katangais, allaient jusqu'à défendre ouvertement un objectif sécessionniste.

Même si un clivage est sensible entre ceux qui s'opposent à la personne de Mobutu, souvent pour avoir été écartés du partage du gâteau, et ceux qui veulent un changement radical de régime, les oppositions se polarisent beaucoup plus dans des personnages que dans des programmes. Comme la majorité de ces leaders sont en exil et que leur audience et leur force étaient plus fondées sur leur rayonnement personnel que sur une véritable organisation politique, la césure entre les masses populaires et les dirigeants de ces oppositions est presque totale : le mécontentement populaire n'est ni organisé ni canalisé au sein de l'opposition.

Enfin, la jonction entre la base politique de ceux qui veulent abattre Mobutu et la base militaire de cette opposition, dans la mesure où elle était sécessionniste (gendarmes katangais) ou trop isolée (maquis du Parti Révolutionnaire du Peuple de Laurent Kabila, dans l'extrême-Est zaïrois) n'a jamais été réussie.

des gendarmes katangais au FNLC

La déroute de l'expédition angolaise, l'impopularité du régime Mobutu, la volonté occidentale de

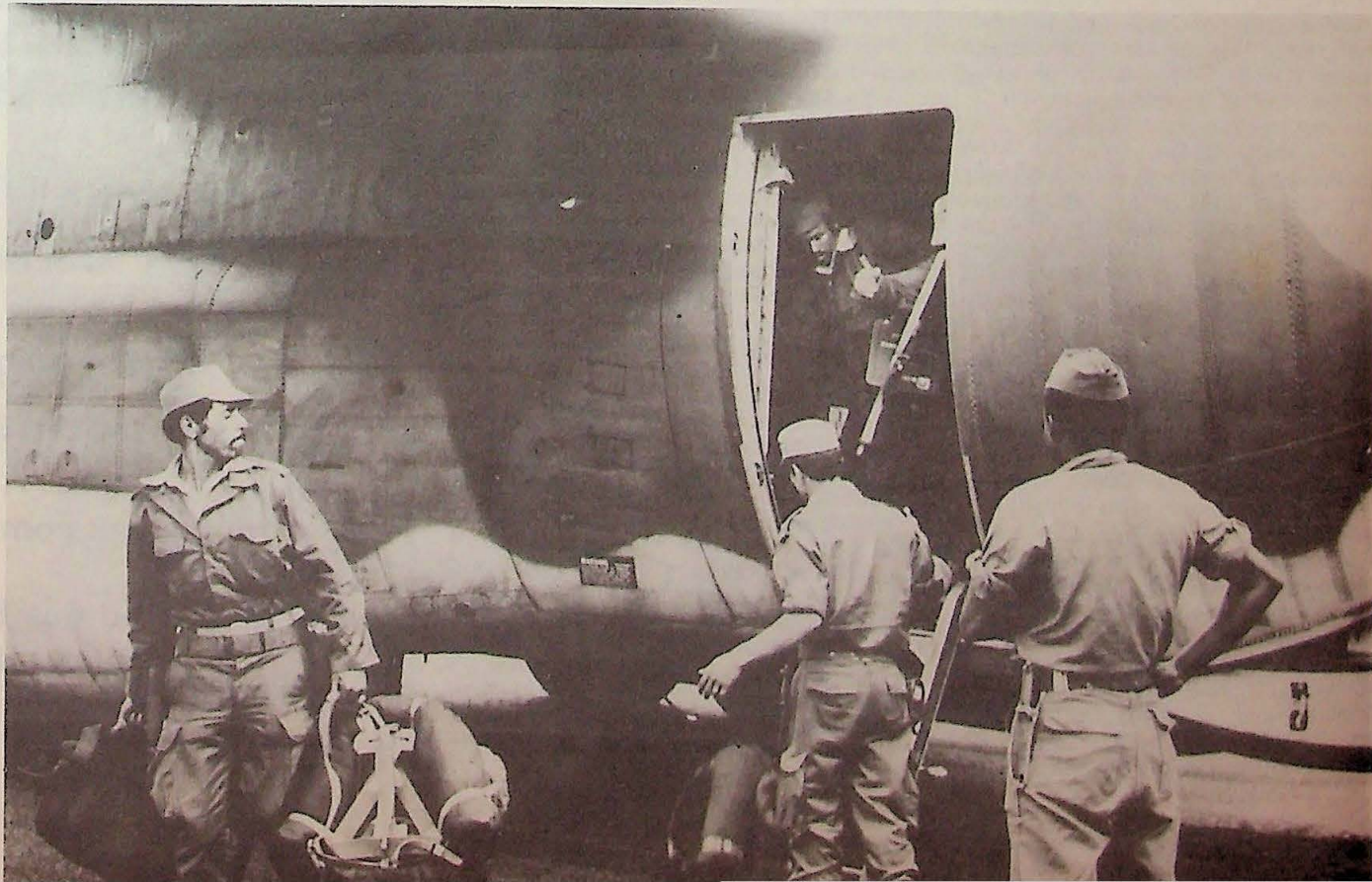
tourner la page ouvrait à ces oppositions de nouvelles perspectives.

Les « gendarmes katangais » dont le noyau s'était réfugié en Angola après l'échec de la sécession de Tshombé, rejoints par une multitude de sud-zaïrois fuyant la répression, avaient combattu avec le MPLA contre l'UNITA, le FNLA et les Sud-Africains surtout parce que la victoire de ces derniers les aurait purement et simplement condamné à être livrés à Mobutu et à connaître le sort de ceux qui avaient cru aux précédentes promesses d'amnistie : l'élimination physique. Armée remarquablement bien entraînée, nouvellement équipée, forte de près de dix mille hommes, elle jouera un rôle décisif dans l'Est angolais au cours de cette « deuxième guerre de libération ».

La paix revenue, Luanda se trouva pris entre la dette de reconnaissance que cette armée avait mérité et l'impossibilité pour un État souverain de tolérer la présence, sur son territoire, de dix mille hommes en armes qui ne relevaient pas de son autorité puisqu'ils obéissaient uniquement à leur chef, le général Nathanaël Mbumba. Aux termes des accords visant à une normalisation des relations angolano-zaïroises, signés en mars 1976, Neto s'engageait à interdire que l'Angola puisse servir de base à une intervention au Zaïre et tacitement, acceptait donc de désarmer les « gendarmes katangais » dont le retour au Zaïre était subordonné à la promulgation de solides garanties de Kinshasa.

Or les « gendarmes katangais » n'avaient toujours pas perdu de vue leur objectif : abattre Mobutu. Ils forment le FNLC, Front national de libération du Congo, abandonnant donc toute velléité sécessionniste conformément à la progression du fait national au Zaïre, considéré d'ailleurs comme acquis par la quasi-totalité des jeunes combattants. En juillet, une tentative d'unification des oppositions échoue, face aux rivalités de personnes et à la volonté du FNLC, conscient d'être la force vive de cette

Sur l'aéroport de Kolwezi : le pont aérien français au service de Mobutu.



opposition, de préserver son autonomie. Désormais, le choix est clair : ou disparaître en se fondant dans la population, ou passer à l'action en profitant de la faiblesse grandissante du régime Mobutu. A partir de la fin de l'année 1976, les militants du FNLC commencent à rentrer clandestinement au Zaïre. Le 8 mars, de l'intérieur, ils déclenchent leur offensive. Elle n'est pas prête d'être réduite.

de bien lointaines perspectives socialistes, mais...

L'inanité de la thèse du « complot » soviéto-cubain éclate. Le FNLC n'a besoin ni de camps d'entraînement, ni de matériel. Ses combattants, qui se battent pratiquement sans interruption depuis près de dix ans, sont parmi les plus aguerris d'Afrique. Les Soviétiques leur ont fourni tout l'armement nécessaire pour se battre contre l'UNITA et le FNLA : il est plus que suffisant pour bousculer les forces de Kinshasa. La République populaire d'Angola, aux prises avec des difficultés internes considérables (reconstruction économique et réduction des derniers maquis UNITA), ne souhaite que retrouver la paix à ses frontières. Les Soviétiques connaissent fort bien la fragilité du régime de Luanda. Pourquoi, s'ils avaient voulu pousser leurs avantages en Afrique australe et centrale, auraient-ils choisi le Zaïre pour cible, alors que le Zimbabwe et la Namibie leur offrent un champ d'action autrement plus fructueux puisque s'y affrontent des

régimes illégaux et des mouvements de libération disposant d'une audience et d'une légitimité sans commune mesure avec celles du FNLC? Enfin, pourquoi auraient-ils voulu faire tomber Mobutu, alors qu'en l'état actuel de l'opposition zaïroise il est plus que probable qu'un changement de régime à Kinshasa ouvrirait les portes à une gestion plus efficace du système néo-colonialiste et non à on ne sait quel régime « socialiste »?

Il revient au FNLC l'immense mérite d'avoir ouvert une faille dans laquelle d'autres forces devront s'engouffrer tandis que lui-même devrait poursuivre une évolution largement entamée au contact de la révolution angolaise. Les déclarations officielles du Front, comme les témoignages multiples sur sa volonté d'instaurer une « administration populaire » dans les « régions libérées » manifestent la rupture du Front avec le passé des « gendarmes katangais ». Mais dans l'état actuel des forces politiques zaïroises, il reste prisonnier de l'origine régionale de sa direction, ce qui l'oblige, pour atteindre une dimension nationale, à réussir cette unification avec d'autres mouvements d'opposition sur la base d'un programme dont les grandes lignes sont évidentes. Cette unité enfin gagnée, et l'épreuve redoutable d'une guerre populaire, ouvriraient alors la possibilité d'une rupture socialiste au Zaïre. Les interventions françaises et marocaines auront ainsi servi des objectifs inverses de ceux qu'elles prétendaient atteindre.

Michel TICHNIKOV ■

Timor oriental : la guerre oubliée

Longtemps passée sous silence dans la presse, la lutte du peuple timorais pour son indépendance reste encore très largement ignorée. Un petit livre en français, *Timor oriental* de Marcel Roger, vient récemment de paraître aux éditions l'Harmattan. Il retrace l'histoire de cette ancienne colonie portugaise et raconte la lutte de son peuple, dont l'issue pourrait ne pas être sans de profondes répercussions dans le Sud-Est asiatique.

Colonisée depuis quatre siècles par le Portugal, la partie orientale de l'île de Timor pouvait espérer devenir indépendante après le coup d'Etat des forces armées du 25 avril 1974 à Lisbonne. Dans ce but fut créé le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor (Fretilin). Mais les autorités portugaises restées sur place avaient créé l'Union démocratique de Timor (UDT) qui déclarait se satisfaire d'une éventuelle autonomie

dans le cadre de la Fédération des Etats lusophones rêvée par Spínola.

Après la chute de ce dernier, le Portugal parut décidé à reconnaître le droit du Timor oriental à l'indépendance. Des négociations eurent même lieu pour ménager une période de transition. Des élections au suffrage universel purent être envisagées. Celles-ci auraient, de toute évidence, tourné en faveur du Fretilin dont le programme, progressiste



Photo Gamma

et anti-impérialiste, rencontrait un succès populaire croissant. Mais, le 11 août 1975, c'est le coup d'Etat des notables de l'UDT, avec la complicité du gouverneur portugais. Le Fretilin déclenche aussitôt la lutte armée. Il reconquiert en quelques mois la totalité du territoire : la République démocratique de Timor oriental est solennellement proclamée à Dili, la capitale, le 1^{er} décembre 1975.

L'Indonésie fasciste n'accepte pas l'installation à ses portes d'un régime progressiste : le 7 décembre 1975, malgré la condamnation de l'ONU, le général Suharto ordonne l'invasion de Timor oriental, en vue d'en faire « la 27^e province d'Indonésie ». Cette occupation rappelle, par sa brutalité, le bain de sang dans lequel fut en 1965-66 réglé à Djakarta le « problème communiste » : un dixième de la population timoraise aurait été massacrée dès les premières semaines de l'invasion.

Les militaires indonésiens ne réussissent pas cependant à occuper l'ensemble du pays. Dans les régions forestières et montagneuses les

forces armées de libération nationale dirigées par le Fretilin résistent au blocus militaire, naval et aérien auquel ils sont soumis. Le Fretilin s'est engagé dans une guerre de résistance populaire prolongée, suivant la stratégie de l'encerclement des villes par la campagne qui a fait ses preuves dans cette partie du monde.

Les troupes d'occupation, fortes de 45 000 hommes, armées par les Etats-Unis et la France, ne contrôlent actuellement pas plus de 20 % du territoire. Timor oriental pourrait devenir « le Vietnam de l'Indonésie ». Cette guerre réveille en outre les contradictions au sein de l'armée indonésienne, entre unités restées fidèles au souvenir de Sukarno et unités responsables des massacres de 1965-66. Une victoire du Fretilin à Timor oriental porterait sans doute un coup sérieux au régime fasciste de Djakarta et modifierait sensiblement le rapport des forces en Asie du Sud-Est.

Marc DUFUMIER ■

on ne peut pas tout dire

● **L'apartheid en Amérique latine ?** C'est ce qu'on peut redouter avec la décision du gouvernement bolivien d'accueillir 30 000 familles de colons blancs d'Afrique australe que leurs métropoles d'origine sont peu soucieuses d'accueillir. Lors d'une réunion à Costa Rica, la RFA a proposé 150 millions de dollars au pays d'Amérique qui accepterait de les recevoir. Les classes dirigeantes boliviennes, d'origine blanche, ne sont pas mécontentes de trouver là une force d'appoint dans leur politique raciste d'exploitation et d'oppression des paysans indiens. ■

● **Anniversaire de la « révolution d'Avril » dominicaine.** Meeting le 24 avril prochain à la Maison du Brésil à Paris (7, bd Jourdan, métro Cité universitaire) pour commémorer la révolution d'avril qui, en 1965, renversait le régime Cabral à Saint-Domingue. Révolution vaincue par les Marines américains et l'installation, depuis, de Joaquín Balaguer. D'autres continuent le combat aujourd'hui. ■

● **Atteintes aux libertés syndicales au Pérou.** Le Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou dénonce la

multiplication des atteintes aux droits de l'homme et aux libertés syndicales au Pérou (cf. TS n° 737). Pour le contacter, écrire à Gérald Suberville, 3 bis, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris. ■

● **Menaces sur l'Association des Marocains :** si elle n'observe pas une stricte « neutralité politique », l'Association des Marocains en France (20, rue Serpente, 75006 Paris) qu'anime Mokhtar Marzouk perdra l'autorisation de fonctionner : c'est ce que notifie à son président le préfet de police — sans aucune collusion avec la police marocaine bien sûr ! ■

● **Drôle de « libéralisation ».** Officiellement, le régime tunisien se libéralise. En embastillant ses étudiants. En arrêtant une soixantaine de responsables et militants du Mouvement d'unité populaire depuis le 5 mars 1977. ■

● **Le PSU et l'Afrique australe** figure notamment au sommaire d'*Apartheid non*, mensuel de la campagne anti-outspan (n° 15, 15 avril-15 mai, 3,50 F, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 336-00-14. Interview de Bernard Ravenel, membre du Bureau national du PSU, chargé des questions internationales. ■

Italie : Rossana Rossanda : « le compromis historique n'est pas possible »

T.S. : Peux-tu faire le point sur l'état de réalisation du « compromis historique » aujourd'hui ?

Rossana Rossanda : Justement, aujourd'hui il n'y a pas de compromis historique en cours. En effet ce compromis avait une philosophie, une idéologie fondamentalement réformiste, visant à la rencontre des grands courants PCI, PSI et catholiques autour d'un programme de réformes avancées. Le programme proposait quelques changements dans la société, pas ouvertement anticapitalistes, avec une intervention de l'Etat dans la programmation économique, dans la modernisation démocratique. En somme, le « compromis historique » c'était l'image de l'hypothèse d'une démocratie avancée.

Or rien ne s'est passé ainsi, dans la forme d'accord entre le PCI et la Démocratie chrétienne : accord dont l'aspect le plus grave est la renonciation à l'idée d'un programme même réformiste.

Nous, à la différence de la minorité du PDUP, pensons que le compromis historique n'est pas possible. Le PCI reste coincé entre deux hypothèses qu'il refuse : ou la rupture avec la Démocratie chrétienne ou une dépendance plus grande vis-à-vis de cette dernière, dans un système qui ne permet pas ce renouveau de démocratie demandé.

En réalité, derrière la tentative de compromis, il y a dix ans de déstabilisation sociale et la situation actuelle ne peut pas se stabiliser. Le PCI et la DC sont sur une « voie de collision » : le PCI sera obligé de rompre à un moment de dislocation des forces sociales, accélérée par la crise. Aujourd'hui il y a une rupture très grave du bloc social, un peu comme au Chili à la fin de l'Unité populaire. Le grand danger c'est que la rupture du cadre politique se fasse dans un moment d'affaiblissement social des forces de gauche.

T.S. : Comment analyses-tu alors l'accord syndicats-gouvernement ?

R.R. : Les syndicats, en fait, ont cédé très peu. Mais il s'est passé une chose grave : l'image d'une acquisition telle que l'échelle mobile — qui a une grande valeur à la fois symbolique et politique et qui permettrait à la classe ouvrière de garantir son pouvoir d'achat — cette image-là a été atteinte. Avoir renoncé à cette échelle intouchable est grave. C'est une bataille perdue.

T.S. : Quelle aurait dû être l'alternative ?

R.R. : Par rapport à la crise terrible que connaît l'économie italienne qui

doit se redonner des bases d'accumulation nouvelles, il y a une sorte de peur panique. Face à cela, la classe ouvrière devrait proposer d'autres formes de répartition des sacrifices : il faut savoir qu'en Italie, il n'existe pas d'impôt sur le patrimoine pour les classes moyennes où les inégalités de revenus sont énormes. Il fallait un programme de reconstruction des ressources sous direction ouvrière, et non capitaliste comme aujourd'hui.

T.S. : Et le mouvement étudiant, comment le situer dans cette perspective ?

R.R. : Ce n'est pas un mouvement classique d'étudiants : c'est un mouvement de jeunes chômeurs qui a des racines matérielles concrètes, une nature sociale plus profonde et plus violente. Ce sont des gens qui n'ont pas d'issue. C'est ce qui explique la folie d'*Autonomie ouvrière* qui a une ligne absurde d'affrontement pour l'affrontement. C'est le MRPP sans idéologie ! Ce sont des « casseurs », mais qui ont une emprise car ils sont l'expression d'un désespoir véritable : celui provoqué par le manque total de débouchés pour la jeunesse.

Ce chômage jeune se regroupe face au PCI qui, aux yeux des masses,



Photo Gornek

assure désormais la responsabilité du pouvoir sans offrir d'autre contrepartie que de servir de rempart au danger fasciste. La DC est heureuse de voir le PCI attaqué sur sa gauche et recherche la provocation policière.

T.S. : Mais justement, la position des syndicats n'a pas arrangé les choses ?

R.R. : Il y a donc eu rupture avec la classe ouvrière ; c'est un grand danger. Et il fallait avoir une direction politique et syndicale très avancée pour vaincre les résistances, la méfiance entre ouvriers et étudiants. Toujours est-il que la position adoptée — celle qui a amené Lama, secrétaire général de la CGIL, à aller à l'Université — a été stupide, grave et provocatrice. Il y a quand même un secteur important, la Fédération unitaire des métallurgistes (FLM) avec Bruno Trentin, qui essaie de rattraper les choses. Trentin propose le débat avec les étudiants et, si accord il y a, il y va en terrain neutre. Il mène un combat très courageux et la FLM devient une force politique et fait plus de politique que le PCI lui-même.

T.S. : Mais le PCI a fait une autocritique ?

R.R. : Partiellement, au niveau du comité central. Mais il y a aussi une volonté de normalisation violente au niveau des cadres. Dans les congrès provinciaux on a laissé parler la base et ceux qui ont fait quelque chose avec le mouvement étudiant, le mouvement féministe, l'extrême gauche sont balayés.

T.S. : Quelles sont alors les perspectives pour la majorité du PDUP qui va fusionner avec la minorité d'Avanguardia Operaia.

R.R. : Nous sommes en train d'y travailler activement et nous avançons. Disons, pour aujourd'hui, que nous partons du principe qu'on ne peut unifier toutes les poussées de revendications sans essayer de leur donner une perspective, un programme d'unification et une stratégie qui visent à la construction alternative du bloc historique sous hégémonie prolétarienne. Tout le problème c'est d'arriver, face à un PCI qui va à droite, et face à un mouvement social extraordinaire, à faire passer une force politique non « minoritariste ».

Propos recueillis par Bernard RAVENEL ■

énigmes italiennes

La réalité politique italienne est déconcertante. L'ouvrage de Marcelle Padovani, *La longue marche : le PCI* (1), l'est encore plus.

Certes, ce livre témoigne d'un sens certain du journalisme, de l'art d'enquêter, de raconter avec talent les choses vues, de choisir le détail révélateur. Mais qu'en est-il de l'analyse politique ? Qu'apprenons-nous sur le PCI ? Qu'il est un parti non sectaire, non normatif, « résolument populaire », parti national, parti de bonne gestion (buon governo), parti « ramasseur d'histoire », parti récupérateur de culture, « parti de la bonne vie »... A la limite, le PCI ne serait plus une organisation, mais bien plutôt un art de vivre. Pour le conter, il nous faudrait Saint-Exupéry ou Michelet. On nage en plein mythe...

Etonnant portrait de Berlinguer aussi : ce conquistador est paré de tous les charmes. Mais il est vrai qu'un des mécanismes de la politique italienne est la stratégie de séduction...

L'analyse du compromis historique, en revanche, ne manque pas d'habileté : Marcelle Padovani se contente d'interroger — ce qui pourrait être stimulant. Jusqu'où le PCI pourra-t-il pousser sa stratégie institutionnelle ?

Occuper graduellement des sphères de pouvoir, est-ce la « prise » du pouvoir ? Marcelle Padovani met en évidence cette conquête interne du pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois, ce gradualisme réformiste qui apparaît comme la dernière chance du régime italien à bout de souffle. Toutefois, ne s'avance-t-elle pas beaucoup quand elle sous-entend que ce réformisme théorisé devient la voie de passage au socialisme dans les sociétés capitalistes avancées ? Mais peut-être la véritable finalité de son ouvrage est-elle là : montrer que, grâce au compromis historique, il n'y a plus de réformisme « honteux », mais une stratégie moderne et efficace. Ce qui fait plus que frôler le paradoxe quand on regarde la situation italienne.

Enfin, rien dans le livre de Marcelle Padovani ne montre que le vrai piège qui guette le PCI, c'est son décalage avec la base. Les récents mouvements créés par la crise ont montré que le PCI était placé en porte-à-faux par sa stratégie de compromis historique. La Démocratie chrétienne lui a fait cautionner l'austérité du plan Andreotti ; aujourd'hui, elle lui fait cautionner un ordre policier contre le mouvement étudiant. Le poids de ces

contradictions a fait apparaître des tendances antagonistes dont certaines critiquent le manque d'autonomie du PCI. De tout cela, l'auteur n'avait, semble-t-il, pas discerné les germes.

clefs pour l'Italie

Un très complet dossier de *Politique aujourd'hui* (2) sur « les promesses du compromis ». Il comprend de nombreuses traductions, notamment d'un débat entre communistes italiens sur l'Europe et d'une conférence de Bruno Trentin sur les rapports parti-syndicats. Il faut également noter des analyses concernant les élections de juin dernier, l'évolution du mouvement ouvrier et la crise de l'Etat démocrate chrétien. Au total des éléments substantiels pour mieux cerner la politique italienne.

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Marcelle Padovani, *La longue marche : le PC italien*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1976, coll. « Questions d'actualité », 288 p., 39 F.

(2) Septembre-octobre 1976, 17 F.

entre nous pour vous

tribune libre

un programme d'action pour le communisme autogestionnaire

La politique de Giscard a marqué à nouveau le pas après l'échec électoral de la droite aux municipales. Des divergences de plus en plus vives se manifestant dans son propre camp. Les partisans de l'autoritarisme ne se retrouvent pas dans la politique technicienne de Barre. Ils préféreraient un affrontement direct avec la gauche, manière Chirac.

Plus grave pour le pouvoir est la montée de la tension sociale. A l'attitude répressive de Barre répond un durcissement des organisations syndicales et plus encore des exploités à travers de nombreux conflits. Le succès inattendu de l'extrême gauche et des écologistes, conjugué au score du PSU, prouve l'existence d'une force éparpillée mais qui compte (environ 10% des suffrages). Force critique ou en rupture avec le réformisme du Programme commun elle s'affirme pour la défense des classes exploitées, contre la logique de la croissance capitaliste (en particulier nucléaire), contre le mode de relations sociales (y compris dans les organisations politiques actuelles).

En l'absence d'une organisation politique autonome prenant en charge les intérêts des classes exploitées, celles-ci se tournent vers les partis du Programme commun pour tenter de les entraîner avec elles. En réalité, les intérêts de ceux qui détiennent la direction de ces partis sont ailleurs et Giscard le sait, comme le démontre la composition du nouveau gouvernement Barre : Giscard a retenu des « spécialistes » pour élaborer un programme d'aménagement et de réformes. Ce sont ses dernières cartouches sans doute ; mais elles ne sont pas choisies à l'aveuglette. Il s'agit d'une tentative pour récupérer les couches compétentes technocrates qui momentanément se retrouvent à gauche avec les classes exploitées derrière le Programme commun.

Mais, pour réussir, cette opération arrive sans doute trop tard.

le vertige du pouvoir

Les succès électoraux de la gauche suscitent déjà certains vertiges. Après les appels à la modération nécessaire en cas d'un gouvernement de gauche lancés par Mitterrand ; avant le grand ménage annoncé pour le prochain congrès du PS, le PCF tente de consolider sa position en multipliant les « petits alliés » qui pourraient contrebalancer l'appétit prévisible du PS... C'est dans ce contexte que G. Marchais a lancé le débat sur l'actualisation du Programme commun, répondant du même coup à la montée de la tension sociale.

Le secrétaire national du PSU s'est alors crû autorisé à saisir cette balle

au bond. Ne serait-ce pas là l'occasion ou jamais de rejoindre le camp de la gauche ? Bien sûr, on peut se douter que le Bureau national aura ses exigences, qu'il haussera le ton dans les interventions... Mais à quoi d'autre pourrait-il honnêtement prétendre ?

En revanche les partis du Programme commun peuvent être intéressés par un tel ralliement. Qui pourrait mieux que le PSU rabattre les voix écologistes, ouvrières, qui manquent et qui se sont exprimées à gauche de la gauche ? N'est-ce pas pour eux un bon moyen de voir s'évanouir le danger que représenterait la formation d'une organisation politique révolutionnaire ?

Derrière les négociations pour l'actualisation du Programme commun se profile en réalité une éventuelle participation au gouvernement. Cela n'échappe à personne. Pas même à F. Mitterrand pour qui une ouverture à d'autres organisations provoquerait obligatoirement un recul du PS, d'où ses hésitations. Mais que pourrait faire le PSU ? Les partisans de la participation ne manqueront pas d'ambition : établir la liaison entre les mouvements populaires et le gouvernement, déborder les gestionnaires de gauche, corriger l'orientation réformiste du gouvernement... Au milieu des radicaux et des gaullistes ?

L'échec municipal du PSU à Paris, le refus de discuter du PS préfigurent des résultats d'une telle entreprise. On peut s'interroger sur les mobiles ou ses répercussions. Par le jeu des circonstances et des engrenages, ne risque-t-on pas de voir, après l'opération Rocard vers le PS, une opération de rééquilibrage vers le PCF ?

le Programme commun n'est ni à actualiser ni à transformer

Dès sa publication, le Programme commun est apparu très insuffisant. Inscrit dans la logique de l'économie capitaliste, il ne propose qu'une rationalisation du système actuel pour le prix de certaines améliorations sociales. A bien des égards, il se situe à l'opposé d'une stratégie autogestionnaire. Le PSU a clairement pris position à son sujet. Les pratiques du PS et du PC au sein d'organisations qu'ils contrôlent prouvent que l'autogestion n'est encore qu'un fantôme pour eux ! Il serait vain de croire que les signataires remettraient du jour au lendemain en question leurs thèses sur le nucléaire, leurs conceptions techniciennes des problèmes, leurs perspectives centralisatrices,

Le principal espoir dans la gauche est de donner aux « travailleurs » un interlocuteur. Alors quelles véritables chances de succès auront les classes exploitées si elles ne possèdent pas leurs propres organisations politiques ?

l'urgence : créer une alternative à la gauche

La stratégie autogestionnaire est opposée à celle du Programme commun. Au lieu d'offrir une gestion différente et un changement de cadres, elle ouvre des perspectives pour un communisme authentique, autogestionnaire.

Les élections municipales ont montré qu'une force politique révolution-

naire sur cette base répondrait effectivement à une demande. L'autre leçon des élections est que le PSU est une composante essentielle pour créer cette force s'appuyant sur l'extrême gauche, les écologistes autogestionnaires, la gauche syndicale, la gauche paysanne. Par sa présence dans les luttes anticapitalistes, dans les combats anti-exploitations, par ses propositions autogestionnaires, la position du PSU conditionne l'émergence d'une telle force. C'est aussi tout le sens de sa stratégie d'unité populaire et de contrôle ouvrier autour des luttes.

Le congrès de Strasbourg s'est prononcé sur la nécessité de créer la convergence des socialistes autogestionnaires. Cette démarche est fondamentale. Les succès des premiers états généraux, des listes autonomes aux élections, prouvent qu'elle a un impact certain. Mais c'est une tâche difficile qui réclame la priorité des efforts et la mobilisation de tous.

un programme d'action pour le communisme autogestionnaire

Cette convergence ne peut se faire abstraitement. Il lui faut un support précis et clair : un programme d'action alternatif à celui des partis du Programme commun.

Les signataires du texte A entretiennent le flou en tentant de conjuguer une double stratégie vers la gauche et vers les autogestionnaires. Cela laisse supposer que le Programme commun, même rectifié, deviendrait un programme de transition, ce que le PSU a toujours nié. Plus que jamais il nous faut au contraire mettre l'accent sur l'élaboration d'un programme d'action et de revendication reprenant toutes les contradictions que subissent les classes exploitées. Ainsi l'appelons-nous *Programme pour le communisme autogestionnaire*.

Ce programme devra être en rupture avec le système de croissance capitaliste, l'économie de marché ; il devra offrir des perspectives de développement contrôlé et autonome ; il devra s'appuyer sur les classes exploitées disposant de moyens de contrôles et d'auto-organisation...

Reposer aujourd'hui dans le parti le problème de l'actualisation du Programme commun, c'est soit affirmer ses véritables attaches politiques, soit prendre le risque dangereux d'une diversion politique qui ne fera que paralyser les efforts de convergence autogestionnaire.

Ce résultat ne pourrait que réjouir les forces du Programme commun et celles de la bourgeoisie, que démobiliser le parti et l'affaiblir. Dans la situation présente, ni le Bureau national, ni même la Direction politique nationale ne sont mandatés pour négocier le Programme commun ou une participation gouvernementale. La priorité doit être donnée à la mobilisation des exploités et à la construction de la Convergence autogestionnaire pour mettre en place le parti pour le Communisme autogestionnaire.

J. CHEREL (Lorient) ■

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes</i>	2,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 110 <i>Comment battre la droite</i>	2,00
N° 111-12 <i>Militer à l'Université</i>	4,00
N° 113-14-15 <i>Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme</i>	6,00

VIENT DE PARAITRE

N° 116-17-18 *Electronucléaire : le PSU accuse* 6,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

les armes de la critique

Hanoun, silence !

Marcel Hanoun, réalisateur « maudit » ? Facilité des étiquettes qui, ainsi collées un peu n'importe comment sur le front des créateurs, font d'eux des marginaux qui plus jamais ne retrouveront leur place à l'intérieur de la société. Marcel Hanoun refuse d'être ainsi mis à la porte. Au moment où sort *Le Regard* — un film étrange, un conte, l'espace d'un rêve qui veut illustrer, à travers le mythe d'Icare, le terrible proverbe : aucune charrue ne s'arrête pour un homme qui meurt — Marcel Hanoun apprend qu'une fois de plus la Caisse nationale d'avances sur recettes vient de refuser son dernier projet : un film sur Louise Labbé, femme et poète. Décidemment les difficultés auxquelles se heurte le cinéaste-qui-n'est-pas-comme-tout-le-monde sont grandes, Marcel Hanoun s'en explique.

L'acte cinématographique commence, non avec le désir du cinéma mais bien avec celui d'un film, objet informel, inconscient, qui va d'abord prendre lentement naissance par la plume au contact d'une feuille blanche. Au-delà de cette première étape d'écriture commencent, pour le cinéaste, les difficultés. Qu'a-t-il écrit au juste et pour qui, à quel usage ? Qu'est-il lui-même et de qui s'auto-rite-t-il ?

Ce que demande le premier lecteur, membre par exemple d'une commission d'avance sur recettes ou producteur, c'est la compréhension immédiate d'une histoire et sa représentation imaginaire facile et accessible (j'ajouterais de peu ou pas d'imagination).

Ce que devrait demander un

cinéaste, c'est un travail de co-naissance à son œuvre, travail à reprendre individuellement par les spectateurs. Le travail — le plaisir — d'accès à une œuvre, à une création, est un acte créateur et politique.

Ce que demande l'Institution cinématographique dans son entier (cela va de la promotion à la critique), c'est tout simplement de combler le vide d'un désir possible, probable, le vide de l'œuvre. Éliminer la réflexion, le manque, tout ce qui peut faire culbuter dans la réalité et dans toute prise de conscience.

mafias, magouilles et miliciens

Comment continuer le métier de cinéaste quand on n'entre pas dans les modes passagères, les coteries, les mafias, les magouilles et qu'on n'est pas un riche héritier ? Il faut faire du beau, du rassurant ou de l'horrible *fictionnel*, du faux réalisme qui *fait vrai*. Il faut que les héros aient des visages familiers. Il faut faire riche, éblouir, épater, distraire, oui, mais distraire de quoi ? Et n'est-ce pas pour mieux nous enfermer ? Nous faire tenir coi ?

Cinéma, instrument politique dont il ne faut pas enfreindre les règles sous peine d'une coalition, d'une coercition venue souvent de la profession elle-même, profession de collabos et de miliciens qui se plient le plus souvent au diktat du capital, loups qui hurlent avec les loups.

Hanoun, silence !

Je suis un cinéaste subversif parce que je ne filme pas la subversion. Les



structures de mes films sont subversives parce qu'elles ne sont pas imitatives ou répétitives ; elles se remettent continuellement en cause elles-mêmes et remettent en cause l'ordinaire du spectateur, c'est-à-dire son statut d'exploité. Je suis un cinéaste différent parce que l'argent n'est pas le nerf principal de mes films : j'élimine de ma pratique toutes sources artificielles d'inflation :

vedettes, décors, moyens excessifs...

Bref, je suis un cinéaste subversif parce que je suis un mauvais exemple. Hanoun, retournez dans votre ghetto, les mains sur la tête. Silence ! Privé d'avances sur recettes. Taisez-vous ! Vos films ne seront pas distribués. Interdiction de regarder !

Marcel HANOUN ■

aux « Dossiers de l'écran » : un neveu silencieux toute la vie pour mourir

« L'attitude en face de l'infirme est du racisme. Le fait qu'on appelle celui-ci « mongolien » accentue encore le phénomène », déclare Paul Savatier, auteur de *Ce neveu silencieux* (1), adapté pour le petit écran, par Robert Enrico, et que nous verrons mardi 3 mai, à 20 h 30, lors d'un « Dossier de l'écran », consacré aux enfants inadaptés.

C'est l'histoire de Joël, un enfant mongolien élevé au sein d'une famille bourgeoise du Poitou, qu'ont imaginé Savatier et Enrico. La mort accidentelle de Joël (interprété par un enfant atteint, lui-même, de cette anomalie, un bel enfant blond aux immenses yeux bleus), arrange bien l'ensemble de la famille, avec qui il passe les grandes vacances : cousins, grand-mère, etc., mais consomme la rupture entre celle-là et les parents de l'enfant qui l'avaient fait vivre à force d'amour.

Le père et la mère refusent d'assister à l'enterrement, laissant ainsi, comme dit Paul Savatier, « les morts enterrer les morts ». La dramatique est donc une véritable satire du monde bourgeois, fait de morale installée depuis des siècles et qui refuse de s'ouvrir aux réalités.

Lucienne Hamon, épouse de Robert Enrico, à la ville, joue ici le rôle de Marthe, la mère de Joël. Elle a, nous dit-elle, investi dans ce rôle, toute la joie que la mère d'un enfant infirme peut vivre au jour le jour : « Avec un enfant mongolien, il y a une communication directe : ou il est en colère, ou il est content. Il a cette petite main chaude quand il vous prend... Ce n'est pas Olé ! Olé ! tout va bien, ajoute-t-elle dans son langage imagé, mais c'est un réel bonheur d'être ensemble et une acceptation totale de lui. »

Le tournage a d'ailleurs été l'occasion d'une rencontre, assez exceptionnelle, entre Joël et toute l'équipe : comédiens, réalisateur, techniciens... Avec Jean Bouise (son père de cinéma), l'enfant avait des rapports privilégiés. Sans pour autant oublier ses parents, vivant à quelques kilomètres du lieu du tournage, en Poitou,

et qui se succédaient auprès de lui sur le plateau, il se réfugiait volontiers dans les bras de « papa Jean » (Bouise) ou de « maman Lucienne » (Hamon). Quant à Robert Enrico, le réalisateur, lui et Joël ne se quittaient guère du regard : « L'atmosphère était telle, nous dit le cinéaste, que l'enfant s'y est épanoui encore davantage : il a appris, en six semaines, une quarantaine de mots, à compter un peu aussi. Son habileté manuelle avec la « perche » (il interviewait lui-même les gens sur le plateau), ou avec un petit appareil photo que nous lui avions offert, était saisissante. » « Le gosse, dit Robert Enrico, était une matière vivante ; je ne pouvais pas le téléguider en permanence. Je n'ai pas mis en scène un enfant mongolien. J'ai adapté le scénario en fonction de la personne de Joël. » Il ajoute : « Par sa vitalité, son ouverture, Joël a détruit le côté désespéré des parents face à la situation. » Et conclut : « Si les gens qui voient ce film regardent les enfants mongoliens, d'une autre façon, c'est bien. Ce qu'il faut, c'est changer le regard qu'on a sur les gens déshérités, les « soi-disant anormaux, ceux qu'on nomme les fous, les malades, ceux qu'on met à part. Finalement, est-ce que ce n'est pas nous qui sommes un peu fous dans le regard qu'on leur porte ? »

L'auteur du roman, Paul Savatier, constate, lui aussi, avec amertume : « Ce qui est désespérant, c'est le regard des autres. »

Marie LODÈVE ■

(1) Paris, éd. Gallimard, [1972] 1977.



1er mai 77 à Limoges

Et si on chantait, riait, discutait, écoutait, dansait, créait peut-être... Si on essayait ?

Oui ? Alors rendez-vous au Parc des Bayles, à Isle (à 3 km de Limoges) dès le samedi 30 avril à 15 h.

En prime, dimanche, un spectacle Guy Bedos.

Deux jours organisés par le courant autogestionnaire : CFDT, MAS, PSU, GRANV et Vie Nouvelle.

points de vue

C'est fascinant, une boîte de Vache qui rit. Vous savez : sur la boîte, une vache qui rit qui a pendue au cou une boîte sur laquelle une vache rit qui a pendue au cou une boîte sur laquelle une vache... Eh bien, la télé s'amuse parfois à montrer la télé, à se parodier, à se mettre en boîte.

Ce fut le cas jeudi 14 avril, sur Antenne 2. Ceux qui prirent l'émission en route (*La Maison des rêves*) s'y laissèrent tromper. On présentait l'inauguration d'un ensemble immobilier de grand standing, « Les Clés du Royaume », avec, au programme : débat en studio, intervention du public par le standard... et les petites fiches de « Jean Lajoie », reportage en direct. Tout cela imaginé, joué, monté de toutes pièces.

les trucs et les tics

Sur le plateau étaient réunis les personnages indispensables à la réussite d'une bonne tranche d'antenne. Et d'abord, l'animateur, synthèse très réussie des Sabbagh, Bellemare, Jérôme et consorts (« vous êtes formidable... » « Il y a toujours quelque chose à faire... ») : le coup d'œil acéré, le masque mobile, la montre en main, l'objectivité bienveillante mais ferme... L'acteur Jacques Ferrière, dans ce « rôle », a démontré en deux temps trois mouvements que les trucs et les tics du métier (du moins, ainsi conçu) s'attrapent très vite ; que tout, sur le petit écran, devient spectacle, qu'il s'agisse de « shows » de « dramatiques » ou de « dossiers »...

Autour de lui, les indispensables experts et responsables en costumes à trois pièces, avec panoplie complète : attachés-cases, lunettes à monture carrée, argumentations tout terrain... En face : la socio-sémiologue de service, trop futée pour être honnête, probablement féministe si ce n'est pire ; et le gauchard bon genre (mi-éclo, mi-CERES...) En fond de décor, la brochette de « frimantes » au sourire appliqué.

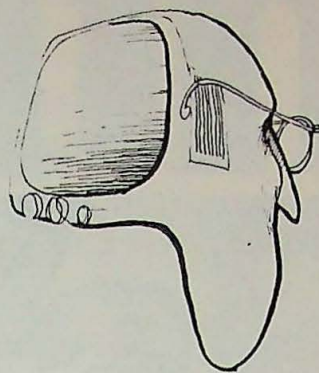
Venant épicer l'affaire, l'intervention inopinée d'un gréviste de la faim apportera la part de suspense, la « dimension humaine » qui permettra d'orchestrer un de ces formidables élans du cœur dont est capable le cher public quand on sait lui parler et viser où il faut...

Bref, une charge finalement peu appuyée, une parodie qui se démarque à peine de la réalité quotidienne des programmes sur nos trois chaînes. Dans quel but ? Sans doute, celui de favoriser une réflexion critique, une prise de conscience sur la façon dont on nous fabrique au jour le jour la télévision. Celui de mettre à nu quelques ressorts simples, de dévoiler quelques recettes qui font notre ordinaire : personnalisation, vedetta-

riat, dramatisation, affrontement, spectacle... Le cirque, quoi !

On a cru d'ailleurs retrouver le même scénario et les mêmes personnages mardi soir aux *Dossiers de l'écran*. Après le film *Rage* (de George Scott) sur la pollution chimique et la collusion des autorités et des scientifiques. Une liaison directe était prévue avec Seveso, mais les habitants de la commune sinistrée s'y sont opposés « en direct » : ça valait bien un gréviste de la faim...

Enfin, la veille, lundi 19, on n'a certes pas voulu manquer l'empoignade (toujours dans le même esprit, selon la même formule...) entre Jean-Louis Bory et un certain docteur Amoruso qu'on n'oubliera pas de sitôt. C'était à *l'Huile sur le feu* — thème : l'homosexualité. Bouvard en salivait d'avance, il n'a pas été déçu : allusions soulignées, plaisanteries gras-



seyantes, on s'est tout permis, quel numéro, coco !

fascisme à visage découvert

Pendant trois-quarts d'heure, Amoruso, neuro-psychiatre, chanteur de charme à ses moments perdus, flanqué ostensiblement d'une épouse, a voulu faire avouer à notre Bory national, grand pédé devant l'Éternel, qu'il était névrosé, malade, malheureux, « égopathe »... qu'il avait un milliardième de mm de chromosome en moins ou en trop quelque part ; que sa place se situe derrière les barreaux : « ça ferait la « Cage aux folles », ah ! ah ! ce serait une œuvre de salubrité publique ! »

Le fascisme à visage découvert. Cette phrase encore : « on devrait vous interdire d'enseigner ! » — cette autre, terrible : « si j'en avais les moyens, je chercherais dans vos cellules ; malheureusement, je ne suis pas équipé... »

Selon le bon docteur, qui dit tout cela avec l'accent du midi, 2 500 psychiatres pensent aujourd'hui comme lui... Les mecs et les méquesses, il y a comme ça certains soirs où, pendant un joyeux moment de télé, on ne sent pas très loin les stades et les goulags.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Horizontalement

I. Encore un collectiviste ! II. Le ramage + le plumage ; une masse pas facile à dégeler. III. Travestir ; dans la hotte ! IV. Cabane à Lapon ; fume en Italie. V. En train (sigle) ; mieux vaut une veste que sa tunique ! VI. Tête couronnée. VII. Cachés ; n'a pas qu'un grain. VIII. Un archipel ; refuge pour rentiers. IX. Ses « ex » sont souvent maintenant dans les eaux du pouvoir (sigle) ; temps. X. Lettres de nonce ; infligés.

Solution du problème n° 21

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	N	T	R	E	P	R	I	S	E
II	N	I	E	P	I	E	R	A	S	
III	T	A	R	T	I	N	E	R	A	S
IV	R	I	C	E	S	A				
V	A	C	C	A	P	A	R	E	U	R
VI	I	C	P	I	L	O	T			
VII	N	A	T	I	O	N	S	P	A	
VIII	E	P	I	L	E	T	E	G		
IX	E	E	H	E	R	S	E	E		
X	S	T	R	A	T	I	F	I	E	S

Problème n° 22

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement

1. Même si on avait perdu la tête, fallait payer ! 2. Coups de foudre ; se donne. 3. Parfois diplomatiques. 4. Tourne à gauche dans l'ouest ; c'est le printemps ? 5. Syndiqués outre-Manche. 6. Elle est là ! ; particule retournée ; on peut en faire tout un plat. 7. Beurrés ; salée. 8. Possessif ; petit père abusif ; direction. 9. Le « machin » de De Gaulle ; jeu. 10. Capitaliser, en quelque sorte.

Sélection radio-TV

Vendredi 22 avril à 20 h 30, sur FR 3 : *Magazine Vendredi* : le syndicalisme en Angleterre. **A 22 h 30 sur Antenne 2,** *Apostrophes* : Mai 1968.

Samedi 23 avril à 20 h 30 sur FR 3 : *Tous ceux qui tombent* de Samuel Beckett réalisation M. Mitrani.

Dimanche 24 avril à 20 h 30 sur FR 3 : *L'homme en question* : Jacques Attali.

A 22 h 30, cinéma de minuit : *Le Vaisseau fantôme* de Michael Curtiz, film superbe avec de grands acteurs.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : *Réalité fiction* ; Michel Mitrani.

A partir des souvenirs d'un ancien mineur de fond de Decazeville, Mitrani exerce sa réflexion sur les rapports difficiles et essentiels entre les intellectuels et le prolétariat.

Lundi 25 avril à 19 h 25 sur France-Culture : *Guernica* de Picasso. Un événement, un peintre.

A 20 h 30 sur TF 1, un film : *Le Jour du dauphin* ; adaptation du roman de Robert Merle. Mieux que Flipper le dauphin !

A 21 h 55 sur Antenne 2 :

Qui sont nos juges, proposé par Jean Denis Bredin et Jack Lang, réalisation Serge Moatti. Première émission d'une série sur la justice. Quels sont les problèmes des juges ? Comment se recrutent-ils ? Défenseurs de leur classe sociale et de la société qui les emploie ou redresseurs de torts en toute indépendance. Au cours de l'émission nous verrons ceux qui attaquent les juges et différents portraits de juges par eux-mêmes.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : *l'huile sur le feu*. La censure.

Mardi 26 avril à 20 h sur France-Culture : *Dialogues* par Roger Pillaudin. De la diaspora à Israël. Nahoum Goldman, Léo Hamon. Israël est-il un élément essentiel de la définition et de l'existence des communautés juives partout dans le monde ? Pour nous la réponse est négative.

A 20 h 30 sur TF 1 : *Promenades imaginaires dans Venise* de Jean-Marie Drot à partir des écrits d'André Malraux.

Jeudi 28 avril à 20 h 30 sur France-Culture : *l'Autre monde ou les Etats et Empires de la lune* de Cyrano de Bergerac. Un précurseur du roman d'anticipation scientifique.

De 20 h 35 à 23 h 35 sur Antenne 2 : *Le Grand Echiquier* de Jacques Chancel. Avec comme invitée principale la pianiste Yvonne Lefebure.

Vendredi 29 avril à 22 h 50 sur Antenne 2, ciné-club : *Le manuscrit trouvé à Saragosse*. Réalisation Jerzy Has, considéré comme l'un des fondateurs de l'école polonaise du cinéma. ■

attention aux classes moyennes

J'ai lu avec intérêt l'article de *TS* n° 733, à propos du GIR intitulé « Piétaille patronale ». En tant qu'artisan je ne me retrouve pas du tout dans cet article. Voici pourquoi.

Vous parlez de la constitution d'un front des « classes moyennes » à partir du phénomène « Groupes Initiative et Responsabilité ». Mais croyez-vous vraiment que ce groupe représente les classes moyennes ? Jamais dans mon entourage je n'en ai entendu parler. Les artisans et commerçants ignorent tout de ce GIR. Vous avez raison, c'est encore un truc pour essayer de retenir une frange d'électorat flottant. Mais les *classes moyennes*, ce ne sont ni les Charpentier, ni les Gingembre, ni les Debatisse ; les *classes moyennes*, ce ne sont pas seulement les petits dirigeants d'entreprise.

Les classes moyennes c'est cette masse d'hommes et de femmes aux racines rurales, ouvrières ou petites bourgeoises, cette masse d'hommes et de femmes qui n'ont pas de culture universitaire, qui n'ont pas fait leurs « humanités » dans les lycées ou les collèges. Ils s'expriment le plus souvent par leur travail au petit niveau où l'on maîtrise encore la production, la gestion et la commercialisation. Ils s'expriment aussi au travers d'associations de quartier, de parents d'élèves, de clubs sportifs... Leur « pouvoir », c'est le plus souvent la maîtrise qu'ils ont au niveau de ce travail et de cette vie militante. Ils ne veulent pas s'en voir déposséder au profit des « gros », qu'ils s'appellent Etat, Partis politiques, Banques ou Sociétés à succursales multiples. Alors, dans notre échiquier politique où aller sinon au centre comme refuge facile et illusoire. Quelle autre alternative leur donne-t-on ?

Et je vous dirais que c'est là leur sens de l'autogestion : garder son outil de travail, garder la maîtrise du quotidien... L'autogestion, ça peut vouloir dire quelque chose pour les classes moyennes, mais à une seule condition : ne pas enfermer trop vite ce monde très divers des classes moyennes dans vos tiroirs bien rangés ; il y étouffe, vous n'y gagnez rien ni personne et c'est très dommage...

Christian MORELLE ■

rions trois fois

Souvent en retard dans mes lectures, je viens de lire le n° 736 de *TS*. Je crois pouvoir faire quelques observations au nom des « travailleurs » dont je suis.

L'action *BNP* : enfin autre chose que les affiches, les tracts, et la presse sérieuse dont le public est saturé, et dont le militant est sub-



Denis Baude.

concours photo

Avec Gilles Marsauge, un petit tour au Portugal, du temps de l'espoir, quand les bouches s'ouvraient. Avec Denis Baude, la France des rumeurs, à Orléans, se dédouble pour mieux s'entendre espérer. Le concours photo de *Tribune socialiste* vous en donne plus. C'est bon ; continuez. ■



mergé. Intéressant. On peut voir ?

La bande dessinée : je ne lis pas plus de bandes dessinées que *Le Matin de Paris*, ou *Le Quotidien*... Avant de connaître ces détails sur Mandryka, Gotlib, Cabanes... j'aimerais voir des échantillons plus nombreux et plus variés de leurs productions.

Le théâtre national J. Valmont (critique de René Lanarche) : est-ce un cas unique ? Quel est son répertoire ? Se déplacerait-il pour animer une fête populaire à plus de deux cents kilomètres ?

Les sous de Jean Yanne, René Lanarche : ici, on a ri aussi, même de bons cégétistes ont ri. Le rire facilite la digestion, dit-on, et ceux qui ne rient jamais entre deux lectures de *TS* — et même pendant — ne doivent pas bien les digérer.

Avec l'assurance de ma sympathie et de ma fidélité.

Félix GIACOMO ■

couac !

Un encouragement mérité pour le *TS* n° 737 : maquette splendide, excellent dossier « sidérurgie ». On sent l'effort de l'équipe de *TS* dont nous savons, par ailleurs, qu'elle se heurte à d'énormes difficultés. Cela dit, cette lettre serait incomplète si le ton bougon et mécontent ne pointait pas. « Le chant du départ », article de R. Grillaut, fait couac ! Plutôt démobilisateur. Non parce qu'il prévoit des départs. Il y aura toujours des militants qui ne vivent bien qu'en éternels nomades et auxquels la patience révolutionnaire donne des vertiges. Cet article m'irrite car il traite la question en termes juridiques. Il eut été plus politique d'interroger ces camarades sur cette énorme contradiction qui est la leur : d'une part, ils prétendent se battre pour le renforcement des autogestionnaires et leur unification, d'autre part, et dans le même temps, ils affaiblissent une composante essentielle de ce courant que représente le PSU... qui, de plus, s'est prononcé en faveur de ce même regroupement des autogestionnaires. Ces camarades sont donc inconséquents. Ou bien ils prennent les gens pour des idiots. Enfin, camarade Grillaut, la meilleure façon de dissiper tout doute sur la voie politique choisie par le PSU n'est-ce pas encore de dire, d'affirmer jusque dans les éditoriaux, que nous ne signons pas le Programme commun... ?

Jean LOUP ■

Jean Loup a raison : les candidats au départ se contredisent. Mais il a tort d'insinuer la même chose que ce qu'ils proclament. La voie choisie par le PSU est celle qui est fixée par ses Congrès. Les éditoriaux de *TS* ont pour objet de commenter l'actualité politique et non de répéter toutes les semaines la résolution de Strasbourg que notre hebdomadaire a publiée.

R.M. ■